

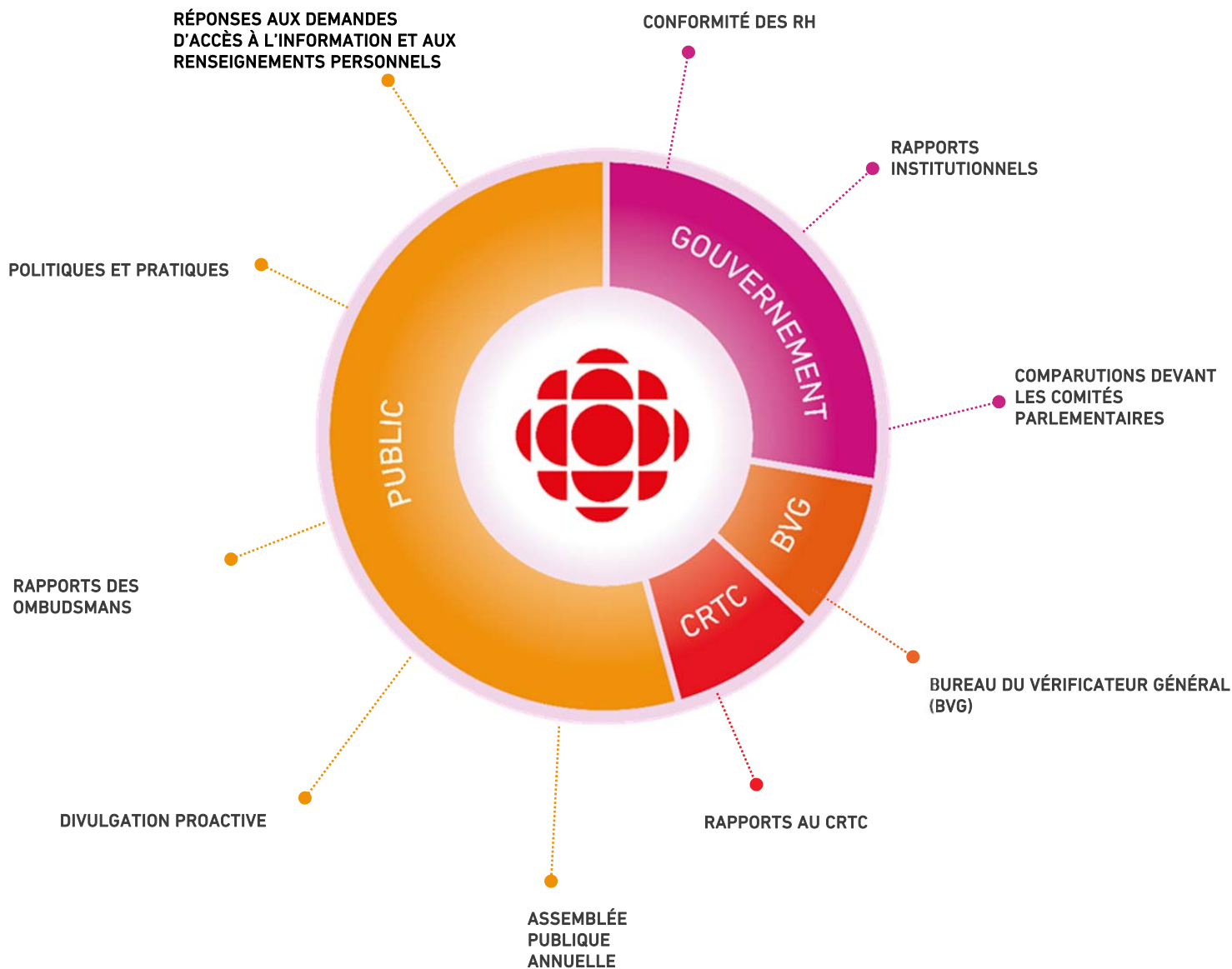


T1

RAPPORT FINANCIER
DU PREMIER TRIMESTRE
2017-2018

ENGAGEMENT DE CBC/RADIO-CANADA ENVERS LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILISATION

En tant que diffuseur public national, nous accordons beaucoup d'importance à notre obligation de transparence et de responsabilisation envers les Canadiens. Pour nous acquitter de nos responsabilités à cet égard, nous publions sur notre [site web institutionnel](#) de l'information sur nos activités et sur la gestion des ressources publiques qui nous sont confiées.



RAPPORT DE GESTION

Outre un rapport annuel, nous sommes tenus – comme la plupart des sociétés d'État canadiennes sous régime fédéral – de déposer des rapports financiers trimestriels pour les trois premiers trimestres de chaque exercice. Le rapport de gestion qui suit vise à donner au lecteur un aperçu des activités et du rendement de la Société pour le premier trimestre de 2017-2018 et doit être lu en parallèle avec le rapport annuel le plus récent. Conformément à notre engagement à faire preuve de transparence et à assurer une surveillance efficace des fonds publics qui nous sont alloués, nous avons le plaisir de présenter notre rapport pour le premier trimestre, terminé le 30 juin 2017. L'information contenue dans le rapport de gestion est présentée comme suit :

FAITS SAILLANTS FINANCIERS	4
FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS	5
LE POINT SUR LE RENDEMENT	8
ANALYSE DES RÉSULTATS	14
RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS	18
LE POINT SUR LES RISQUES	21
PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	22
DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS	23

Voici quelques renseignements utiles pour faciliter la compréhension du rapport de gestion :

Rapports trimestriels – Les états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas fait l'objet d'un examen par notre auditeur.

Saisonnalité – La majeure partie de nos revenus autogénérés est constituée de revenus publicitaires. Ceux-ci suivent un cycle saisonnier dicté par notre grille de programmation et varient aussi en fonction des conditions du marché, de l'économie en général et du rendement de la grille. Les revenus d'abonnement sont relativement plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses d'exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier, fluctuant aussi au gré des variations de la grille de programmation. Les crédits parlementaires sont constatés en résultat en fonction du budget annuel, qui reflète les influences saisonnières sur les dépenses et les revenus autogénérés.

Note relative aux déclarations prospectives – Ce rapport renferme des déclarations prospectives sur la stratégie, les objectifs et les résultats d'exploitation et financiers escomptés. Les verbes « croire », « s'attendre », « prévoir », « anticiper », « projeter », « planifier », « estimer », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des énoncés prospectifs. Ces déclarations s'appuient sur les hypothèses générales suivantes : le financement public de CBC/Radio-Canada demeure conforme aux annonces faites dans le budget fédéral et le contexte de la réglementation de la radiodiffusion ne changera pas fondamentalement. Les principaux facteurs de risque et d'incertitude sont décrits à la section *Le point sur les risques* du présent rapport. Toutefois, certains risques et certaines incertitudes échappent à notre volonté et restent difficiles à prévoir. Ceux-ci comprennent, sans s'y limiter, des facteurs liés à la conjoncture économique et financière, au marché publicitaire ainsi que d'autres facteurs d'ordre technologique et réglementaire. En raison de l'influence de ces facteurs ou d'autres facteurs, les résultats réels peuvent différer considérablement des prévisions contenues, de manière explicite ou implicite, dans les déclarations prospectives.

Indicateurs de rendement – Nous mesurons notre rendement au moyen de données fournies par des outils internes et des fournisseurs externes. Ces données s'appuient sur des calculs qui nous paraissent raisonnables pour la période visée, mais leur collecte comporte certaines difficultés, en particulier du fait de la transformation numérique qui caractérise actuellement l'industrie médiatique. Par exemple, les Canadiens consomment aujourd'hui sur de multiples appareils des contenus proposés par un nombre croissant de fournisseurs. Au fil de l'évolution des habitudes des consommateurs, les entreprises spécialisées dans la mesure d'auditoires, de même que la Société, raffinent leurs méthodologies et adoptent de nouvelles technologies leur permettant de recueillir des données précises et exhaustives. Avec l'avènement de nouvelles méthodes de collecte des données, certains chiffres pourraient ne plus être comparables avec les chiffres publiés précédemment. Comme certaines de ces données sont employées pour mesurer nos indicateurs de rendement stratégiques et opérationnels, il nous faudra peut-être revoir nos cibles et nos résultats antérieurs afin de faciliter la comparaison des données et d'appliquer les pratiques exemplaires de l'industrie.

Mesure non conforme aux IFRS – Le présent rapport comprend la mesure « résultat d'exploitation sur une base courante », qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les normes internationales d'information financière (IFRS). Il est donc peu probable qu'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres entreprises. Plus de détails sont fournis à la section *Analyse des résultats*.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

 NOS REVENUS	2017-2018 : 113,2 M\$ 2016-2017 : 114,6 M\$ BAISSE TOTALE ▼ 1,4 M\$ (1,2 %)	<p>La baisse de 1,2 % des revenus tirés de nos activités courantes est principalement attribuable au recul de nos ventes de contenus et des revenus d'abonnement à nos plateformes spécialisées.</p> <p>Ces replis ont été en partie compensés par la croissance de nos revenus publicitaires à la télévision généraliste et sur nos plateformes numériques.</p>
 FINANCEMENT PUBLIC	2017-2018 : 238,8 M\$ 2016-2017 : 223,1 M\$ HAUSSE TOTALE ▲ 15,7 M\$ (7,0 %)	<p>Le total des crédits parlementaires augmentera de 75,0 millions de dollars de plus cette année. Avec cette nouvelle hausse, le réinvestissement total dans le diffuseur public atteindra 150,0 millions de dollars par année, comme l'avait annoncé le gouvernement fédéral en mars 2016. La hausse de 7,0 % du financement public au cours du premier trimestre reflète ces crédits additionnels.</p>
 NOS DÉPENSES	2017-2018 : 395,3 M\$ 2016-2017 : 354,3 M\$ HAUSSE TOTALE ▲ 41,0 M\$ (11,6 %)	<p>Nos dépenses courantes ont augmenté de 11,6 % en raison de notre volonté de diffuser plus de contenus originaux sur nos diverses plateformes. Notamment, nous avons proposé plus d'émissions originales d'arts et de divertissement, investi dans diverses initiatives pour le 150^e anniversaire du Canada et poursuivi notre entreprise de numérisation.</p>

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le 30 juin		
	2017	2016	Écart en %
Revenus	113 208	114 606	(1,2)
Financement public	238 767	223 126	7,0
Dépenses	395 255	354 271	11,6
Résultat avant éléments hors exploitation	(43 280)	(16 539)	N. S.
Éléments hors exploitation	53 658	(1 402)	N. S.
Résultat net de la période en IFRS	10 378	(17 941)	N. S.
Résultat d'exploitation sur une base courante¹	31 419	(7 489)	N. S.

N. S.: Non significatif

¹ Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Ce résultat ne comprend pas les éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation. Un rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante est présenté à la section *Analyse des résultats* de ce rapport.

Le **résultat net en IFRS** équivaut à un gain de 10,4 millions de dollars pour le trimestre, comparativement à une perte de 17,9 millions de dollars à la même période l'an dernier. Ce résultat s'explique par un gain hors exploitation tiré de la vente de notre participation dans Sirius XM Canada Holdings Inc. (SiriusXM) et par la hausse du financement public, comptabilisés ce trimestre et en partie contrebalancés par une augmentation des dépenses de programmation. Le produit de la vente de notre participation dans SiriusXM servira à financer le projet de redéveloppement de la Maison de Radio-Canada et nos activités courantes.

Le **résultat d'exploitation sur une base courante** affiche un gain de 31,4 millions de dollars, une augmentation de 38,9 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent. Ce trimestre, le produit de la vente de notre participation dans SiriusXM et l'augmentation de nos crédits parlementaires ont généré une hausse au titre des revenus et du financement qui compense largement la montée de nos dépenses. Au premier trimestre de 2016-2017, les dépenses surpassaient les revenus et le financement, car les fonds ont été prélevés plus tard dans l'exercice.

FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS

Ce trimestre, CBC et Radio-Canada ont toutes deux proposé une programmation riche, dynamique et multiplateforme.

CONTENU ET SERVICES

À l'approche du 1^{er} juillet, nous nous sommes préparés à marquer les 150 ans du Canada avec les Canadiens. Que ce soit en participant aux événements locaux, en offrant une couverture multiplateforme des activités se déroulant sur la colline du Parlement et partout au pays ou en diffusant des événements spéciaux comme le Gala des Prix du Gouverneur général pour les arts du spectacle, nous avons aidé les Canadiens à souligner cette journée unique dans l'histoire de notre pays. Et la réponse du public a été enthousiaste. Près de 11 millions de Canadiens¹ ont regardé notre programmation du 150^e anniversaire du Canada sur nos deux réseaux le 1^{er} juillet, sans compter ceux qui nous ont suivis à la radio ou sur nos plateformes numériques et ceux qui ont participé en personne aux activités de leur communauté, partout au pays. Nous sommes très fiers d'avoir marqué cet anniversaire important avec autant de Canadiens des quatre coins du pays.

Près de 11 millions de Canadiens ont regardé notre programmation du 150^e anniversaire du Canada sur nos deux réseaux le 1^{er} juillet.

Nous sommes fiers d'être partenaires dans l'ouverture du tout premier Bureau de productions audiovisuelles autochtones.

À CBC/Radio-Canada, nos actions sont dictées par nos valeurs fondamentales, notamment l'inclusion. C'est pourquoi nous sommes fiers de travailler en partenariat avec huit organismes fédéraux et entreprises du secteur des médias à l'ouverture du tout premier Bureau de productions audiovisuelles autochtones. Ce Bureau aura pour mission, à long terme, d'éliminer les barrières rencontrées par les créateurs et les producteurs autochtones et inuits dans l'expression de leur culture. Il permettra d'appuyer le contenu audiovisuel autochtone et inuit en télévision, au cinéma et dans les médias numériques, et ce, à chaque étape du

développement – de la création à la mise en marché, en passant par la production. Ce projet piloté par Radio-Canada et CBC s'ajoute à une longue liste d'initiatives visant à donner une meilleure visibilité aux histoires autochtones et inuites.

De son côté, Radio-Canada privilégie le développement du journalisme d'impact. Par exemple, nous avons lancé [La vérif](#), qui propose une nouvelle forme de journalisme consistant à vérifier la véracité d'informations qui circulent. Ses conclusions seront présentées deux fois par semaine aux bulletins de nouvelles, et ses rapports seront publiés sur Radio-Canada.ca et sur les médias sociaux. Le laboratoire de contenu journalistique [RAD](#), un produit de l'initiative Prochaine génération, a également vu le jour ce trimestre. Il aborde l'actualité et les affaires publiques de manière non traditionnelle, exclusivement sur Facebook, YouTube, Instagram et Snapchat.

Radio-Canada continue d'explorer de nouveaux formats numériques. Elle a notamment lancé ce trimestre [blanc : beauté nordique](#), une expérience immersive à 360° présentant les plus récentes œuvres du peintre canadien Marc Séguin. Nous réalisons aussi une percée dans l'univers numérique francophone avec un nouveau portail web sur les sports, [Podium](#), qui va bien au-delà des résultats et des statistiques, et propose aux internautes une plongée dans les histoires éminemment personnelles qui se cachent derrière les performances des athlètes. On y trouve entre autres une nouvelle mouture du grand classique [Les héros du samedi](#) animé par la plongeuse Roseline Filion, plusieurs fois médaillée olympique. En outre, la série dramatique [Cheval-Serpent](#), lancée sur ICI TOU.TV EXTRA en juin, a fracassé des records de visionnement avec plus de 300 000 branchements dans les 10 premiers jours².

Afin de faire rayonner la culture canadienne, nous avons lancé un concours pour faire découvrir la musique francophone aux Canadiens d'un océan à l'autre. L'équipe d'ICI MUSIQUE derrière [Chœurs d'ici, chansons d'ici](#) a invité des chorales des quatre coins du pays à chanter des chansons populaires ou traditionnelles du Canada français. Plus de 80 chorales ont participé au concours, et 20 d'entre elles ont été choisies pour réaliser une compilation. Aussi, à l'occasion du 150^e anniversaire du Canada, ICI RADIO-CANADA TÉLÉ a diffusé [La grande traversée](#), une série qui documentait l'expérience de dix hommes et femmes qui quittent le port de La Rochelle, en France, pour rejoindre la ville de Québec dans les mêmes conditions que leurs ancêtres de la Nouvelle-France. Dans le cadre du 375^e anniversaire de Montréal, ICI RDI a montré la cérémonie d'illumination du pont Jacques-Cartier ainsi que la prestation en direct de l'Orchestre Métropolitain sous la direction de Yannick Nézet-Séguin, diffusion qui a attiré au plus fort de la soirée 450 000 téléspectateurs³.

CBC continue de diffuser tout un éventail de nouvelles histoires et de nouveaux contenus de genres variés sur de multiples plateformes. Conformément à notre stratégie donnant la priorité au numérique, nous avons continué de proposer à nos auditoires plus de contenus numériques originaux. Mentionnons notamment la diffusion sur des plateformes de contournement des séquences d'ouverture de la série très attendue [Alias Grace](#), ainsi que du premier épisode de la troisième saison de [Still Standing](#) avant son arrivée à la télévision traditionnelle. Ce trimestre, nous avons lancé la série originale d'anthologie en dix épisodes [Save Me](#), la série humoristique et fantaisiste [My Kitchen Can Be Anything](#), [Queer \(Self\) Portraits](#) et une remastérisation numérique de [la pulvérisation du dangereux récif Ripple Rock, en Colombie-Britannique](#), événement diffusé pour la première fois en 1958.

Le diffuseur public s'efforce sans cesse d'être au cœur des communautés. En juin, CBC a inauguré sa première station axée sur le numérique, installée à la bibliothèque de London, en Ontario, tandis que CBC Toronto a marqué la première Fierté gaie de Toronto à durer un mois en commanditant la rencontre [An Evening With Tony Kushner](#), présentée le 12 juin dans le cadre de la série Queer Icon.

¹ Source : Numeris, données d'audimètre, 1^{er} juillet 2017, CBC/Radio-Canada (total de CBC, CBC News Network, total de Radio-Canada, ICI RDI, ICI ARTV), A2+, sam. 2 h - 2 h, total pour le Canada, portée cumulative, généré par InfoSys+TV.

² Source : Adobe Omniture.

³ Source : Données d'écoute de la télévision de Numeris, A2+.

CBC a diffusé le dernier épisode de la populaire série [Anne](#) au début de l'été, et [Baroness von Sketch Show](#), [Still Standing](#) et [When Calls the Heart](#) ont pris l'affiche en juin. À la radio, la baladodiffusion continue de remporter la faveur des audiophiles avec de nouveaux épisodes de [Sleepover](#) et de [Us and Them: Diversity, Division and a World of Differences](#). Parmi les nouveautés, mentionnons [Seat at the Table](#), [On Drugs](#), [Road Trip Radio](#) et [2050 : Degrees of Change](#). Nous avons aussi connu un beau trimestre sur le plan musical avec le JUNOfest 2017, le CBC Music Festival et la finale du concours [Searchlight 2017](#) au printemps, ainsi que le Gala des Prix du Gouverneur général pour les arts du spectacle, diffusés conjointement par CBC et par Radio-Canada à la fin de juin.

Au chapitre des nouvelles, nous avons le vent dans les voiles avec l'annonce tant attendue des [quatre nouveaux animateurs énergiques](#) de l'émission phare *The National*, partagée le 1^{er} août sur de multiples plateformes. La nouvelle monture de l'émission sera présentée tous les soirs par une équipe de quatre journalistes primés à partir de quatre villes différentes : la première correspondante Adrienne Arseneault, à Toronto; l'animatrice et journaliste politique Rosemary Barton, à Ottawa; l'animateur de CBC Vancouver Andrew Chang, à Vancouver; et l'animateur et reporter chevronné Ian Hanomansing, à Toronto.

PERSONNES

L'inclusion est l'une de nos quatre valeurs fondamentales. Ce trimestre, nous avons travaillé sur de nouvelles initiatives pour les employés, incluant la création de deux nouveaux groupes-ressources à l'intention des employés visant les femmes qui travaillent dans les secteurs technologiques et les femmes appartenant aux minorités visibles. De plus, le groupe-ressource à l'intention des employés de la communauté LGBTQ de CBC, *OutCBC*, a organisé sa première campagne d'information et de recrutement à l'échelle de la Société, ce qui a entraîné une augmentation de 242 % du nombre de membres. Nous poursuivons nos initiatives de recrutement axées sur les groupes sous-représentés, et CBC a également lancé un nouveau programme de mentorat et de développement des futurs leaders destiné aux employés issus de la diversité. Nous continuons d'instaurer une culture de respect, plus axée sur les résultats, et qui favorise la mobilisation au travail.

En juillet, Radio-Canada a ouvert à Regina un centre de formation spécialisé dans le journalisme numérique qui permettra aux stations locales de partout au pays d'enrichir leur programmation grâce au travail de journalistes hautement qualifiés. Ce centre aidera aussi Radio-Canada à accentuer sa présence dans les communautés francophones en situation minoritaire.

Les discussions se poursuivent entre la Société et le Syndicat des communications de Radio-Canada (SCRC) afin de conclure une première convention collective depuis la révision de la structure syndicale des Services français. Plusieurs séances de travail conjointes avec la Guilde canadienne des médias ont eu lieu afin d'aborder les enjeux spécifiques et une autre séance de travail plus importante devrait se tenir à l'automne. Des séances de formation ont été organisées pour les gestionnaires concernant la nouvelle convention collective de l'Association des professionnels et des superviseurs de la Société Radio-Canada (APS). Le groupe de travail mixte sur la culture en milieu de travail offre un mécanisme de consultation pour tous les syndicats et la direction afin de mettre l'accent sur l'amélioration de l'environnement de travail pour tous les employés.

TECHNOLOGIE ET INFRASTRUCTURE

Nous continuons de privilégier une infrastructure technologique et des espaces de travail qui répondent aux besoins d'un diffuseur public moderne.

En mai dernier, nous avons amorcé l'élaboration d'un modèle de régie à distance qui prévoit l'utilisation des nouvelles régies de la télévision HD de Vancouver, de Toronto et d'Ottawa pour produire certaines émissions de nouvelles locales de différents centres au pays. Grâce à cette technologie, nous pouvons offrir nos contenus en HD en région sans avoir à débours les coûts en immobilisations liés à la mise à niveau de l'infrastructure et sans changer la couleur locale de nos émissions. Le 23 mai, la station de CBC à Edmonton est passée à ce nouveau modèle avec grand succès. Au cours des six prochains mois, ce sera au tour des stations de Calgary, de Charlottetown et de Regina.

Le 27 juillet 2017, CBC/Radio-Canada et ses partenaires ont officiellement signé les ententes pour la construction de la nouvelle Maison de Radio-Canada (MRC) par le groupe Broccolini et la vente de l'édifice existant ainsi que du terrain au Groupe Mach, permettant la revitalisation du site dans le quartier Centre-Sud à Montréal.

AUTRES QUESTIONS LIÉES AUX ACTIVITÉS

À l'échelle mondiale, CBC/Radio-Canada fait partie des joueurs qui recourent aux meilleures pratiques de l'industrie pour la conservation des archives audiovisuelles. En mai dernier, pour donner suite à notre engagement à préserver notre héritage culturel, nous avons commencé à préparer une grande partie de nos archives dans le but de les numériser. Cet investissement dans la numérisation de masse de notre matériel audio et vidéo se déploie dans un souci d'assurer à nos archives les meilleures conditions de conservation possible et d'en faciliter l'accessibilité pour nos équipes de production et la découverte pour nos publics.

Du côté de CBC, 720 000 supports de contenu audio et vidéo répartis à Toronto et dans les régions seront numérisés au cours des cinq prochaines années, ce qui représente plus de 1,1 million d'heures de contenu. Du côté de Radio-Canada, plus de 650 000 supports (audio, vidéo et films) seront numérisés dans le cadre de ce projet.

Les partenariats demeurent une priorité absolue pour l'exercice en cours. Ainsi, nous avons lancé Panora.tv, une initiative de CBC et de Radio-Canada visant à exporter nos contenus télévisuels sur les marchés internationaux.

Le 20 juin 2017, l'honorable Mélanie Joly, ministre du Patrimoine canadien, a annoncé la mise sur pied d'un comité consultatif pour les nominations au Conseil d'administration de CBC/Radio-Canada. Les processus de sélection du président du Conseil, du président-directeur

général et des administrateurs sont affichés sur le [site web du gouverneur en conseil](#). Ceux qui le souhaitent peuvent [poser leur candidature en ligne](#) d'ici le 5 septembre 2017. Le comité consultatif indépendant pilotera le processus, recommandera des candidats compétents à la ministre et constituera une banque de candidats compétents additionnels pour les besoins futurs. Selon la *Loi sur la radiodiffusion*, le Conseil d'administration de CBC/Radio-Canada est constitué de douze administrateurs, dont un président et un président-directeur général, nommés par le gouverneur en conseil, pour un mandat maximal de cinq ans.

LE POINT SUR LE RENDEMENT

Les outils qui nous permettent de mesurer et d'évaluer le rendement de CBC/Radio-Canada constituent un aspect important de notre *Stratégie 2020*. Ainsi, c'est en mesurant la perception des Canadiens à l'égard de nos services et en nous assurant que nous atteignons des cibles de réussite mesurables que nous évaluons notre rendement. Notre cadre de mesure du rendement couvre trois domaines : notre mandat et notre vision (indicateurs provenant d'un sondage de perception), la *Stratégie 2020* (indicateurs stratégiques) et nos composantes médias (indicateurs opérationnels).

Nous avons aussi établi des indicateurs de rendement pour suivre le réinvestissement du gouvernement et faire rapport. Ces indicateurs mesurent l'impact différentiel du nouveau financement sur deux priorités clés : l'expansion de notre présence numérique et l'augmentation de nos services dans les marchés locaux. Nous rendons d'ailleurs compte de ces mesures dans notre rapport annuel et notre sommaire du plan d'entreprise. Nous produisons aussi des rapports sur les émissions canadiennes que nous avons créées, grâce à ce financement additionnel. Toutes ces mesures s'ajoutent aux cibles de rendement spécifiques fixées chaque année pour nos Services français et nos Services anglais.

NOTRE RENDEMENT – MANDAT ET VISION

L'établissement d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer les perceptions relativement à notre rendement est essentiel pour démontrer notre responsabilité envers les Canadiens à titre de diffuseur public national du Canada. Le sondage de perception portant sur le mandat et la vision permet de démontrer dans quelle mesure les Canadiens jugent que nos services sont conformes au mandat de la Société en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* de 1991. Il permet également de mesurer le rendement de notre programmation en ce qui concerne sa qualité, son caractère distinctif, et sa capacité de refléter et de rassembler les Canadiens. Le rapport comporte également des indicateurs liés à la vision, qui traduisent le rôle de la Société dans la réalisation de la vision de la *Stratégie 2020*. Les données proviennent de sondages menés auprès d'un échantillon représentatif de Canadiens francophones et anglophones⁴.

Les résultats du sondage qui sera effectué en 2017-2018 seront disponibles en janvier et publiés dans le rapport financier du troisième trimestre (T3). Les résultats du dernier sondage sont présentés sur notre site web institutionnel, dans un [tableau de bord interactif](#).



Sook-Yin Lee, animatrice du balado *Sleepover* de CBC

⁴ Source : Sondage Mission Metrics, TNS Canada (1 000 anglophones et 1 000 francophones par sondage). Les sondages sont effectués chaque année, à l'automne et au printemps.

NOTRE RENDEMENT – STRATÉGIE 2020

Le rapport de performance de la *Stratégie 2020* vise à vérifier que nous atteignons les objectifs nationaux de notre plan stratégique actuel. Nous avons déterminé les objectifs à long terme que nous cherchons à atteindre en 2020. Chaque année, nous mesurons les progrès réalisés à l'égard de ces objectifs à l'aide de cibles annuelles intermédiaires. Huit indicateurs clés sont utilisés afin de mesurer notre rendement relativement aux composantes fondamentales de notre stratégie actuelle : l'auditoire, l'infrastructure, les personnes et la viabilité financière.

L'objectif de notre stratégie est d'accroître notre valeur aux yeux de tous les Canadiens et de resserrer nos liens avec eux. Avec ce but en tête, nous avons réservé quatre de ces huit indicateurs à l'évaluation de notre succès auprès de l'auditoire. D'ici 2020, nous voulons :

- Que trois Canadiens sur quatre (75 %) estiment qu'au moins un de nos services est très important pour eux personnellement (indicateur 1);
- Que les Canadiens continuent d'être fortement d'accord pour dire que nos émissions d'information reflètent la diversité des opinions, et traitent de manière objective des sujets abordés (indicateur 2);
- Augmenter notre portée numérique, afin que 18 millions de Canadiens utilisent nos plateformes numériques tous les mois, et accroître le nombre d'interactions numériques que les Canadiens ont avec nos services (indicateurs 3 et 4).

Afin d'atteindre nos objectifs en matière d'auditoire, nous devons transformer notre infrastructure, notamment en réduisant de 50 % notre empreinte immobilière (indicateur 5). Nous devons également mobiliser nos employés (indicateur 6) et veiller à ce qu'ils reflètent mieux la diversité qui caractérise la société que nous servons (indicateur 7). Nous voulons atteindre ces objectifs en réduisant nos coûts pour être plus viables financièrement (indicateur 8).

Les indicateurs de la *Stratégie 2020* sont présentés ci-dessous. Notre rapport du premier trimestre comprend une liste partielle d'indicateurs de rendement clés (IRC), puisque plusieurs d'entre eux – les indicateurs 1, 2 et 6 – ne sont pas encore disponibles. Ils ne sont mesurés qu'à l'automne et seront par conséquent présentés dans le rapport du troisième trimestre.

INDICATEURS	RÉSULTATS 2016-2017	CIBLES 2017-2018	RÉSULTATS DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 JUIN 2017	CIBLES 2020
Auditoire/marché				
1. Importance personnelle pour les Canadiens (% très important) ⁵	54,5 %	58,0 %	S. O.	75,0 %
2. Les émissions d'information ont des opinions diversifiées et sont objectives (% fortement en accord) ⁵	53,2 %	57,0 %	S. O.	57,0 %
3. Portée numérique de CBC/Radio-Canada (en millions) ⁶	16,9	18,8	17,9	18,0
4. Nombre d'interactions numériques avec CBC/Radio-Canada tous les mois (en millions) ⁷	140,4	159,5	159,2	95,0
Infrastructure				
5. Diminution de l'empreinte immobilière (en millions de pieds carrés de superficie locative) ⁸	3,9	3,8	3,9	2,0
Personnes				
6. Mobilisation des employés (% qui sont fiers d'être associés) ⁹	82,0 %	84,0 %	S. O.	90,0 %
7. Diversité des employés (% des nouveaux employés) ¹⁰	23,0 %	23,2 %	17,0 %	23,2 %
Finances				
8. Cible de réduction des coûts atteinte (en millions \$)	87,5 \$	93,1 \$	93,1 \$	117,0 \$

S. O. : Sans objet

Nos indicateurs de rendement évoluent au fil de la transformation numérique de l'industrie médiatique. Les Canadiens consomment aujourd'hui sur de multiples appareils (téléphones intelligents, tablettes, téléviseurs intelligents, etc.) des contenus proposés par un nombre croissant de fournisseurs. Au fil de l'évolution des habitudes des consommateurs, les entreprises spécialisées dans la mesure d'auditoires, de même que la Société, raffinent leurs méthodologies et adoptent de nouvelles technologies leur permettant de recueillir des données précises et exhaustives. Comme certaines de ces données sont employées pour mesurer notre rendement stratégique et opérationnel, il nous faudra peut-être revoir nos cibles et nos résultats antérieurs afin de faciliter la comparaison des données.

⁵ Source : Sondage Mission Metrics, TNS Canada. Pourcentage de répondants ayant accordé des notes élevées (c.-à-d., 8, 9 ou 10 sur une échelle de 10 points). Pour les émissions d'information (indicateur 2), le résultat correspond à la moyenne des réponses données à deux questions : Les émissions d'information de CBC/Radio-Canada « reflètent une diversité d'opinions sur de nombreux enjeux » et « couvrent les enjeux de façon équilibrée et équitable ».

⁶ Source : Portée non dupliquée des plateformes numériques de Radio-Canada et de CBC. comScore, mesure multiplateforme, moyenne mensuelle de visites.

⁷ Source : comScore, mesure multiplateforme, moyenne mensuelle de visites.

⁸ Nos résultats liés à la superficie locative excluent les locaux à l'extérieur du pays (p. ex., les bureaux à l'étranger), les sites d'émetteurs, les stationnements et les baux pour des lieux réservés uniquement à l'entreposage (c.-à-d., ne servant pas aux activités de radiodiffusion).

⁹ Source : Gallup Consulting, sondage Dialogue 2016. Pourcentage des employés qui sont fiers d'être associés à CBC/Radio-Canada. Il s'agit donc de ceux qui ont accordé une note de 4 ou de 5 sur une échelle de 1 à 5 dans le cadre d'un sondage auprès d'un échantillon représentatif d'employés.

¹⁰ Cette mesure vise trois groupes : les Autochtones et Inuits, les personnes handicapées et les membres de minorités visibles. Elle correspond au pourcentage de nouveaux employés recrutés à l'externe pour des postes de 13 semaines et plus.

Nous sommes en bonne voie d'atteindre les objectifs annuels relatifs à nos indicateurs de rendement liés à la *Stratégie 2020*. Voici les faits saillants :

Auditoire/marché – Les résultats de ce trimestre donnent à croire que nous atteindrons notre objectif annuel pour ce qui est des interactions numériques mensuelles (indicateur 4). Notre portée numérique (indicateur 3) est actuellement en deçà de la cible, mais nous prévoyons une amélioration au cours des prochains mois, notamment avec le lancement de nos grilles de programmation régulières.

Infrastructure – L’empreinte immobilière de CBC/Radio-Canada (indicateur 5) était de 3,9 millions de pieds carrés de superficie locative, et nous devrions atteindre notre objectif (3,8 millions) avec la vente de notre édifice à Halifax d’ici la fin de l’exercice financier. Nous devrions considérablement réduire notre empreinte immobilière après le déménagement de la Maison de Radio-Canada actuelle dans un immeuble loué, prévu pour l’exercice 2019-2020.

Personnes – Notre résultat quant à la diversité des effectifs (indicateur 7) est inférieur à la cible au premier trimestre de 2017-2018, mais constitue notre meilleur résultat pour un premier trimestre depuis la création de cet indicateur. Nous allons continuer de poursuivre nos priorités en matière de diversité et d’inclusion avec la ferme intention d’attirer plus de candidats externes, d’améliorer la rétention et l’avancement des employés issus de la diversité, et d’inclure un large éventail de visages, de voix, d’expériences et de perspectives dans notre environnement de travail.

Finances – Les résultats à la fin du premier trimestre donnent à penser que nous atteindrons notre objectif de réduction des coûts (indicateur 8) pour l’exercice 2017-2018.



Baroness von Sketch Show avec Jennifer Whalen, Aurora Browne, Meredith MacNeill et Carolyn Taylor

NOTRE RENDEMENT – COMPOSANTES MÉDIAS

Le compte rendu sur les composantes médias nous sert à mesurer notre rendement et à le comparer à nos cibles opérationnelles. Celles-ci ont essentiellement trait à la portée de nos diverses plateformes, aux parts d'auditoire et aux revenus autogénérés, tous services confondus.

Le présent rapport comprend une liste partielle d'indicateurs de rendement clés (IRC), car la majorité des principaux indicateurs sont évalués à partir de septembre chaque année. Comme ces données ne sont pas disponibles avant l'automne pour CBC Television, CBC Radio, ICI RADIO-CANADA TÉLÉ, ICI RADIO-CANADA PREMIÈRE et ICI MUSIQUE, elles sont présentées dans le rapport du troisième trimestre.

La Société continue de surveiller le rendement de ses chaînes de télévision spécialisées, mais n'a pas publié ses résultats d'abonnement pour des raisons de concurrence.

SERVICES FRANÇAIS – RÉSULTATS DE 2017-2018

INDICATEURS	MESURES	RÉSULTATS 2016-2017	RÉSULTATS DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 JUIN 2016	RÉSULTATS DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 JUIN 2017	CIBLES 2017-2018
Télévision					
ICI RDI, ICI ARTV, ICI EXPLORA	Part d'auditoire de la journée complète ¹¹	4,8 %	5,3 %	4,9 %	4,6 %
Service régional					
Offre régionale de Radio-Canada.ca	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques ¹²	1,4 M	S. O.	2,0 M	1,5 M
Services numériques					
Offre numérique de Radio-Canada	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques ¹³	3,8 M	3,5 M	3,9 M	4,0 M
Revenus¹⁴					
Services généralistes, spécialisés et en ligne		211 M\$	48 M\$	50 M\$	207 M\$

S. O. : Sans objet

Nos indicateurs de rendement évoluent au fil de la transformation numérique de l'industrie médiatique. Les Canadiens consomment aujourd'hui sur de multiples appareils (téléphones intelligents, tablettes, téléviseurs intelligents, etc.) des contenus proposés par un nombre croissant de fournisseurs. Au fil de l'évolution des habitudes des consommateurs, les entreprises spécialisées dans la mesure d'auditoires, de même que la Société, raffinent leurs méthodologies et adoptent de nouvelles technologies leur permettant de recueillir des données précises et exhaustives. Comme certaines de ces données sont employées pour mesurer notre rendement stratégique et opérationnel, il nous faudra peut-être revoir nos cibles et nos résultats antérieurs afin de faciliter la comparaison des données.

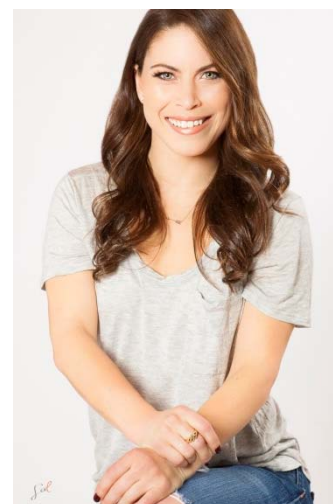
Nous sommes actuellement en bonne voie d'atteindre, voire de dépasser nos cibles annuelles. Voici les faits saillants :

Télévision – Nos chaînes spécialisées ont enregistré des résultats supérieurs à la cible au premier trimestre, entraînées en grande partie par la performance d'ICI RDI, qui a bénéficié de la couverture spéciale des inondations du printemps dernier au Québec et du lancement des célébrations entourant le 375^e anniversaire de Montréal.

Service régional – Les contenus régionaux de Radio-Canada ont eu une excellente portée numérique au premier trimestre avec 2,0 millions de visiteurs uniques par mois en moyenne. Un sommet de 2,2 millions de visiteurs uniques a été atteint en mai alors que les Canadiens consultaient nos contenus pour avoir de l'information à jour sur les inondations touchant plusieurs régions du Québec.

Services numériques – Notre portée numérique globale a poursuivi sa progression ce trimestre pour surpasser de beaucoup les résultats de l'année dernière. Radio-Canada consolide sa position de leader au chapitre des services mobiles : 67 % des visiteurs uniques accèdent maintenant à nos contenus depuis des appareils mobiles¹⁵.

Revenus – Dans un contexte d'exploitation difficile caractérisé par une migration des revenus publicitaires de la télévision vers les plateformes numériques et par la popularité croissante de l'écoute non linéaire de la télévision, Radio-Canada fait preuve de résilience. Les revenus générés ce trimestre sont supérieurs à ceux générés durant la même période l'année dernière, et nous sommes en bonne voie d'atteindre notre objectif annuel.



L'athlète olympique Roseline Filion anime la nouvelle émission entièrement numérique *Les héros du samedi*

¹¹ Source : Numeris, audimètres portables, francophones du Québec âgés de 2 ans ou plus, 2 h à 2 h, du lundi au dimanche, d'avril à juin.

¹² Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (2 ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à juin.

¹³ Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (2 ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à juin. Offre numérique de Radio-Canada : Radio-Canada.ca, ICI.TOU.TV, ICI Musique.ca, RCInet.ca, ICI ARTV.ca et ICI EXPLORA TV.ca.

¹⁴ Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement et autres revenus (p. ex., distribution de contenu).

¹⁵ Source : comScore Media Metrix.

SERVICES ANGLAIS – RÉSULTATS DE 2017-2018

INDICATEURS	MESURES	RÉSULTATS 2016-2017	RÉSULTATS DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 JUIN 2016	RÉSULTATS DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 JUIN 2017	CIBLES 2017-2018
Télévision					
CBC News Network	Part d'auditoire de la journée complète ¹⁶	1,6 %	1,8 %	1,5 %	1,5 %
Service régional					
Offre régionale de CBC.ca	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques ¹⁷	10,6 M	S. O. ¹⁷	10,3 M	10,8 M
Services numériques					
Offre numérique de CBC	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques ¹⁸	14,8 M	14,0 M	15,6 M	16,3 M
Revenus¹⁹					
Services généralistes, spécialisés et en ligne		228 M\$	51 M\$	49 M\$	303 M\$

S. O. : Sans objet

Nos indicateurs de rendement évoluent au fil de la transformation numérique de l'industrie médiatique. Les Canadiens consomment aujourd'hui sur de multiples appareils (téléphones intelligents, tablettes, téléviseurs intelligents, etc.) des contenus proposés par un nombre croissant de fournisseurs. Au fil de l'évolution des habitudes des consommateurs, les entreprises spécialisées dans la mesure d'auditoires, de même que la Société, raffinent leurs méthodologies et adoptent de nouvelles technologies leur permettant de recueillir des données précises et exhaustives. Comme certaines de ces données sont employées pour mesurer notre rendement stratégique et opérationnel, il nous faudra peut-être revoir nos cibles et nos résultats antérieurs afin de faciliter la comparaison des données.

Nous sommes actuellement en bonne voie d'atteindre, voire de dépasser nos cibles annuelles. Voici les faits saillants :

Télévision – CBC News Network est en bonne voie d'atteindre son objectif annuel en matière de part d'auditoire et produit des résultats similaires à ceux des derniers trimestres. Le réseau a connu une forte hausse en 2016 suite à la couverture des incendies de Fort McMurray.

Service régional – Nous concrétisons toujours notre engagement à l'égard de la programmation locale, et la moyenne de visiteurs uniques enregistrés chaque mois est comparable aux données de 2016-2017. Notre réussite numérique dans les régions se doit à notre stratégie avant tout numérique telle qu'annoncée en 2014.

Services numériques – La croissance de nos auditoires numériques résulte de notre investissement continu dans l'infrastructure et les contenus numériques. 73% de notre auditoire qui consomment des contenus d'information numériques le font sur un appareil mobile²⁰.

Revenus – Bien qu'il soit encore tôt pour se prononcer, nous sommes en bonne voie d'atteindre notre objectif annuel.



When Calls the Heart, avec Erin Krakow et Daniel Lissing

¹⁶ Source : Numeris, audimètres portables, personnes de 2 ans ou plus, avril à mars.

¹⁷ Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (2 ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à mars. La mesure multiplateforme a commencé en 2016-2017. Comme les données multiplateformes pour la période d'avril à juillet 2016 étaient limitées, les résultats du trimestre terminé le 30 juin 2016 ne sont pas indiqués pour cette mesure. Les résultats de 2016-2017 correspondent à la moyenne mensuelle de visiteurs uniques d'août 2016 à mars 2017.

¹⁸ Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (2 ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à mars.

¹⁹ Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement et autres revenus (p. ex., distribution de contenu). Afin de refléter la prise en compte des Jeux Olympiques dans l'établissement de l'objectif de part d'auditoire pour la saison régulière de CBC Television pour l'exercice 2017-2018, les revenus des Services anglais et français tirés des Jeux Olympiques de PyeongChang 2018 sont inclus, alors que la diffusion de *Hockey Night in Canada* le samedi et durant les séries éliminatoires continue d'être exclue. En 2016-2017, les revenus tirés des Jeux Olympiques de Rio 2016 étaient exclus.

²⁰ Source: Adobe Analytics.

MESURE DU CONTENU CANADIEN

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) établit le cadre réglementaire en matière de contenu canadien à la télévision, et fixe les conditions de licence pour ICI RADIO-CANADA TÉLÉ et CBC Television. Pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion, au moins 75 % du contenu diffusé doit être canadien. Durant les heures de grande écoute, le minimum passe à 80 %. Ces deux mesures sont des moyennes calculées sur toute l'année de radiodiffusion, soit du 1^{er} septembre au 31 août. Le tableau ci-dessous donne les résultats à ce jour pour l'année de radiodiffusion en cours et ceux de l'année précédente. Au cours de ces deux périodes, ICI RADIO-CANADA TÉLÉ et CBC Television ont largement dépassé les conditions de licence fixées par le CRTC en matière de contenu canadien, tant pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion que pour les heures de grande écoute.

		CONDITIONS DE LICENCE ANNUELLES	RÉSULTATS 1 ^{ER} SEPT. 2015 AU 31 AOÛT 2016	RÉSULTATS 1 ^{ER} SEPT. 2016 AU 30 JUIN 2017
ICI RADIO-CANADA TÉLÉ				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	84 %	82 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	94 %	95 %
CBC Television				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	84 %	81 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	85 %	87 %



Kevin Vidal (à gauche) et Pat Thornton dans la nouvelle série humoristique originale de CBC *My Kitchen Can Be Anything*

ANALYSE DES RÉSULTATS

RÉSULTAT EN IFRS ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE

Nos résultats financiers sont analysés plus en détail ci-après.

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 juin		
	2017	2016	Écart en %
Revenus	113 208	114 606	(1,2)
Financement public	238 767	223 126	7,0
Dépenses	395 255	354 271	11,6
Résultat avant éléments hors exploitation	(43 280)	(16 539)	N. S.
Éléments hors exploitation	53 658	(1 402)	N. S.
Résultat net de la période en IFRS	10 378	(17 941)	N. S.
Éléments ne contribuant pas aux fonds d'exploitation ou ne nécessitant pas d'apport en fonds d'exploitation			
Régimes de retraite et autres avantages du personnel	13 904	10 848	28,2
Amortissement et coûts de mise hors service, déduction faite de l'amortissement du financement des immobilisations différé	5 779	5 480	5,5
Autres provisions pour des éléments hors trésorerie	1 358	(5 876)	N. S.
Résultat d'exploitation sur une base courante¹	31 419	(7 489)	N. S.

N. S.: Non significatif

¹ Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Une explication du résultat d'exploitation sur une base courante est présentée ci-dessous.

RÉSULTAT NET EN IFRS

Le **résultat net en IFRS du premier trimestre** fait état d'un revenu de 10,4 millions de dollars, contre une perte de 17,9 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les variations observées dans le résultat net en IFRS comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent découlent des facteurs suivants :

- Un gain de 54,5 millions de dollars généré par la vente de notre participation dans Sirius XM Canada Holdings Inc. (SiriusXM), comptabilisé au titre des éléments hors exploitation.
- Une augmentation du financement public de 15,6 millions de dollars, ou 7,0 %, comptabilisé ce trimestre. Nos crédits parlementaires pour les activités d'exploitation devraient s'accroître de 75 millions de dollars en 2017-2018 conformément au réinvestissement du gouvernement dans le diffuseur public, qui en est à sa deuxième année.
- Ces revenus sont en partie contrebalancés par une hausse des dépenses d'exploitation de 41,0 millions de dollars (11,6 %), qui découle de nos efforts continus pour diffuser plus de contenus originaux sur nos plateformes et investir dans nos capacités numériques. En outre, les revenus ont été inférieurs de 1,4 million de dollars (1,2 %).

Le résultat net en IFRS comprend des éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation dans la période considérée, comme il est expliqué plus en détail ci-après.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE

Le **résultat d'exploitation sur une base courante** affiche un gain de 31,4 millions de dollars, une augmentation de 38,9 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent. Au premier trimestre de 2016-2017, les dépenses dépassaient les revenus et le financement, principalement en raison du calendrier des prélèvements sur le financement public. Ce trimestre, le produit de la vente de notre participation dans SiriusXM ainsi qu'un financement public accru ont excédé l'augmentation des dépenses de programmation.

CBC/Radio-Canada définit le résultat d'exploitation sur une base courante comme le résultat net en IFRS diminué des ajustements pour les dépenses qui n'exigent pas le décaissement de fonds d'exploitation sur une période d'un an et des ajustements pour les revenus qui ne génèrent pas de fonds d'exploitation sur une période d'un an. La direction se sert de cette mesure régulièrement pour suivre la performance de la Société et pour tenir le budget de la Société en équilibre constant avec les crédits parlementaires. Nous considérons qu'elle constitue une information complémentaire utile pour les lecteurs de nos rapports financiers, même s'il est vrai qu'elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et qu'il est peu probable qu'elle puisse être comparée avec les mesures présentées par d'autres entreprises.

Un ajustement est effectué pour éliminer les dépenses sans effet sur la trésorerie au titre des régimes de retraite et des autres avantages du personnel postérieurs à l'emploi, qui représentent l'excédent des dépenses calculées selon les IFRS sur les cotisations monétaires réelles de l'exercice. Des ajustements concernent également d'autres éléments hors trésorerie, comme l'amortissement et la mise hors service d'immobilisations corporelles; l'amortissement du financement des immobilisations différé; et les congés annuels non budgétaires. D'autres postes moins significatifs principalement reliés aux avantages du personnel, auxquels des fonds ne sont pas affectés ou qui ne génèrent pas de fonds dans la période considérée, sont ajustés aux fins du rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante.

REVENUS

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 juin		
	2017	2016	Écart en %
Revenus publicitaires			
Services anglais	26 128	25 963	0,6
Services français	29 776	27 987	6,4
	55 904	53 950	3,6
Revenus d'abonnement			
Services anglais	17 309	18 092	(4,3)
Services français	14 804	15 020	(1,4)
	32 113	33 112	(3,0)
Revenus financiers, produits de placements et autres revenus			
Services anglais	10 563	11 964	(11,7)
Services français	5 124	5 189	(1,3)
Services institutionnels	9 504	10 391	(8,5)
	25 191	27 544	(8,5)
TOTAL	113 208	114 606	(1,2)

Les revenus autogénérés tirés de nos activités courantes ont reculé de 1,4 million de dollars (1,2 %) au premier trimestre de 2017-2018 comparativement à la même période de l'exercice précédent.

REVENUS PUBLICITAIRES (↑ 3,6 %)

L'augmentation de 2,0 millions de dollars des revenus publicitaires au premier trimestre résulte de la hausse des revenus de la publicité à la télévision généraliste, surtout à ICI RADIO-CANADA TÉLÉ, et sur les services numériques.

Au chapitre des ventes numériques, CBC et Radio-Canada ont enregistré une croissance combinée de près de 12 % comparativement à l'exercice précédent. Cette progression est essentiellement attribuable à la hausse de nos revenus au titre de la publicité vidéo numérique.

REVENUS D'ABONNEMENT (↓ 3,0 %)

Les revenus d'abonnement enregistrés ce trimestre sont en baisse de 1,0 million de dollars comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul est le fait d'une diminution du nombre d'abonnés à **CBC News Network** et à **ICI RDI**, conséquence du nombre de plus en plus élevé de Canadiens qui annulent leur abonnement à ces chaînes ou délaissent purement et simplement les services de télévision payants (« tendance au désabonnement »).

REVENUS FINANCIERS, PRODUITS DE PLACEMENTS ET AUTRES REVENUS (↓ 8,5 %)

La baisse de 2,4 millions de dollars au titre des revenus financiers, des produits de placements et des autres revenus est principalement le fait d'une diminution des ventes d'émissions à des tierces parties ce trimestre.

DÉPENSES D'EXPLOITATION

	Pour les trois mois terminés le 30 juin		
	2017	2016	Écart en %
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>			
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques			
Services anglais	204 030	176 901	15,3
Services français	166 191	151 694	9,6
	370 221	328 595	12,7
Autres dépenses d'exploitation			
Coûts de transmission, distribution et collecte	16 489	16 864	(2,2)
Administration nationale	2 418	2 560	(5,5)
Paiements aux stations privées	100	213	(53,1)
Charges financières	6 027	6 820	(11,6)
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	-	(781)	N. S.
	25 034	25 676	(2,5)
TOTAL	395 255	354 271	11,6

N. S.: Non significatif

Les dépenses d'exploitation découlant de nos activités courantes ont augmenté de 41,0 millions de dollars (11,6 %) au premier trimestre de 2017-2018. Les principales variations constatées sont indiquées ci-dessous.

COÛTS DES SERVICES DE TÉLÉVISION, DE RADIO ET DES SERVICES NUMÉRIQUES (↑ 12,7 %)

L'augmentation des **coûts des services de télévision, de radio et des services numériques** de 41,6 millions de dollars reflète notre investissement continu dans les contenus originaux ainsi que les coûts techniques, comme il est précisé ci-dessous :

- **Programmation** : Coûts additionnels liés à la diffusion de plus de contenus originaux à la télévision et sur nos plateformes numériques, ainsi qu'au 150^e anniversaire du Canada. Nous avons également continué de réinvestir dans nos services locaux, de radio et de nouvelles.
- **Coûts techniques** : Hausse des dépenses pour améliorer nos capacités numériques.

AUTRES DÉPENSES D'EXPLOITATION (↓ 2,5 %)

Les autres dépenses d'exploitation ont diminué de 0,6 million de dollars, surtout en raison de la baisse de nos **charges financières** de 0,8 million de dollars (11,6 %) conforme à nos attentes, et d'une diminution des dépenses de **transmission, distribution et collecte**.

Ces diminutions ont été en partie compensées par l'absence de revenus liés à une **quote-part du résultat d'une entreprise associée** en raison de la vente de notre participation dans SiriusXM. En effet, au premier trimestre de l'exercice précédent, nous avons reçu un dividende de 1,4 million de dollars. Pour de plus amples renseignements sur notre participation passée dans cette entreprise associée, consultez la note 8 de nos états financiers consolidés.

FINANCEMENT PUBLIC

(en milliers de dollars canadiens)

Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation	
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement	
Amortissement du financement des immobilisations différé	
TOTAL	

Pour les trois mois terminés le 30 juin		
2017	2016	Écart en %
214 883	199 000	8,0
1 000	1 000	-
22 884	23 126	(1,0)
238 767	223 126	7,0

Le **crédit parlementaire pour les activités d'exploitation** est comptabilisé en fonction des besoins en fonds de roulement, compte tenu des revenus et des dépenses budgétés pour la période. Le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation a augmenté de 15,9 millions de dollars (8,0 %) au premier trimestre de 2017-2018. Le crédit parlementaire comptabilisé pour le trimestre reflète la saisonnalité de nos activités et les tendances historiques observées. Nos crédits parlementaires pour les activités d'exploitation devraient s'accroître de 75 millions de dollars en 2017-2018 conformément au réinvestissement du gouvernement dans le diffuseur public annoncé en mars 2016, qui en est à sa deuxième année. Le financement accordé au titre de l'inflation salariale reste à confirmer pour 2016-2017 et 2017-2018.

Le financement des immobilisations est comptabilisé à titre de **financement des immobilisations différé**. Il est amorti et comptabilisé comme revenu sur les mêmes périodes que celles où les immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées dans le cadre des activités de CBC/Radio-Canada. La diminution de 0,2 million de dollars (1,0 %) au trimestre considéré rend compte de la moins-value de notre portefeuille d'actifs, étant donné que nous réduisons notre empreinte immobilière et que nous simplifions notre infrastructure.

ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION

(en milliers de dollars canadiens)

Gain sur la vente d'actions	
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	
TOTAL	

Pour les trois mois terminés le 30 juin		
2017	2016	Écart en %
54 462	-	N. S.
(804)	(1 402)	42,7
53 658	(1 402)	N. S.

N. S. non significatif

Le gain hors exploitation comptabilisé ce trimestre est dû à la vente de notre participation dans SiriusXM à la suite de sa privatisation en mai. En effet, la Société a vendu le reste de ses actions au prix unitaire de 4,50 \$ pour un produit net de 57,6 millions de dollars et un gain de 54,5 millions de dollars ce trimestre. Une perte de 0,8 million de dollars liée à la vente d'autres actifs a aussi été comptabilisée en élément hors exploitation en raison de la mise hors service d'actifs dans le cadre de nos activités courantes.

Durant la même période l'an dernier, notre perte hors exploitation s'élevait à 1,4 million de dollars. Cette perte résultait de la mise hors service d'actifs et d'une perte de valeur d'actifs classés comme détenus en vue de la vente après la réévaluation à la baisse de leur juste valeur estimée.

TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars canadiens)

Résultat net de la période	
Autres éléments du résultat global	
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies	
Total du résultat global de la période	

Pour les trois mois terminés le 30 juin		
2017	2016	Écart en %
10 378	(17 941)	N. S.
(394 289)	(53 470)	N. S.
(383 911)	(71 411)	N. S.

N. S.: Non significatif

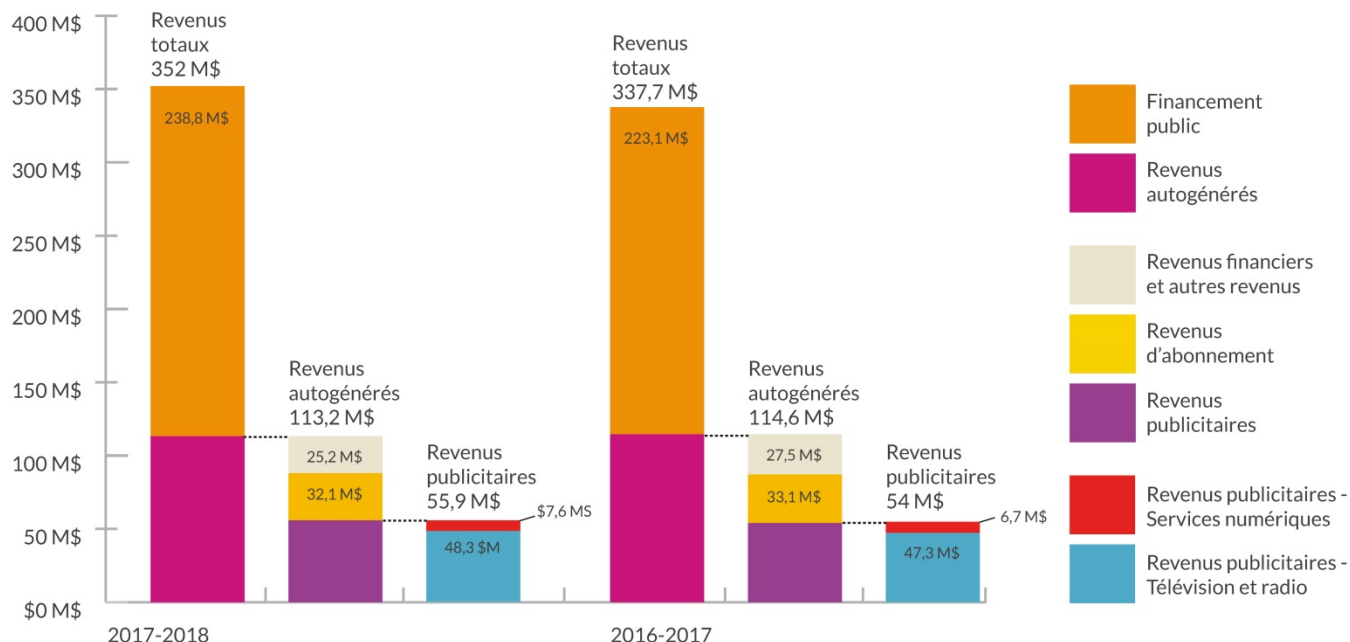
Une perte de 383,9 millions de dollars a été comptabilisée au titre du total du résultat global dans le trimestre considéré, comparativement à une perte de 71,4 millions de dollars à la même période l'an dernier. Outre le résultat net, le total du résultat global comprend des réévaluations de nos régimes de retraite. Ces réévaluations surviennent quand les résultats réels ou les taux d'intérêt diffèrent des hypothèses actuarielles, entraînant d'importantes variations hors trésorerie des obligations et des actifs de nos régimes de retraite. Les variations sont comptabilisées immédiatement en autres éléments du résultat global dans chaque période de présentation de l'information financière.

Des réévaluations de nos régimes de retraite à prestations définies se sont traduites par une perte de 394,3 millions de dollars qui s'explique par la révision à la baisse de 50 points de base du taux d'actualisation appliqué pour évaluer ce passif à long terme. Cette perte a été compensée en partie par le rendement de l'actif du régime, qui a été supérieur aux estimations faisant partie de nos hypothèses actuarielles.

RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

REVENUS ET AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT

Nous disposons de quatre sources de financement direct : les crédits parlementaires pour les activités d'exploitation et les dépenses en immobilisations, les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement, et les revenus financiers et autres revenus.



FINANCEMENT PUBLIC (68 % DES SOURCES DE FINANCEMENT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2017-2018) : Un financement public de 238,8 millions de dollars a été comptabilisé pendant le trimestre, y compris 22,9 millions de dollars attribuables à l'amortissement du financement des immobilisations différé. En mars 2016, le gouvernement fédéral a annoncé un important réinvestissement dans CBC/Radio-Canada sous la forme d'une injection supplémentaire de 75 millions de dollars en 2016-2017 et de 150 millions de dollars par an par la suite, à titre permanent. Le financement accordé au titre de l'inflation salariale reste à confirmer pour 2016-2017 et 2017-2018.

REVENUS PUBLICITAIRES (16 % DES SOURCES DE FINANCEMENT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2017-2018) : Comprend la vente d'espace publicitaire sur nos chaînes de télévision généralistes et spécialisées et sur d'autres plateformes, dans le cadre des activités courantes mais aussi des événements. Les revenus publicitaires tirés des événements peuvent avoir un impact significatif sur les revenus autogénérés de la Société d'un trimestre à l'autre. Aucun événement important n'a eu lieu ce trimestre ou au premier trimestre de l'exercice précédent.

La part occupée par les revenus publicitaires des activités courantes dans nos revenus autogénérés et nos sources de financement rétrécit en raison, principalement, de l'augmentation du financement public et de la désaffection du marché à l'endroit des véhicules publicitaires traditionnels. La croissance de la publicité numérique constitue une source émergente de revenus autogénérés, mais elle ne suffit pas à compenser la contraction des revenus tirés de la publicité à la télévision.

REVENUS D'ABONNEMENT (9 % DES SOURCES DE FINANCEMENT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2017-2018) : Revenus d'abonnement de nos services spécialisés – CBC News Network, *documentary*, ICI EXPLORA, ICI ARTV, ICI RDI, le nouveau forfait ICI TOU.TV EXTRA et Curio.ca. Les revenus d'abonnement continuent d'être affectés par la tendance au désabonnement et les effets de changements récents à la réglementation instaurés par le CRTC (forfait de télévision de base abordable, petits forfaits de télévision et chaînes de télévision à la carte).

REVENUS FINANCIERS ET AUTRES REVENUS (7 % DES SOURCES DE FINANCEMENT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2017-2018) : Comprennent les revenus tirés des activités courantes et des événements, pour des activités telles que la location d'actifs immobiliers, la vente de contenus, la location d'espaces aux sites d'émetteurs, les services de diffuseur hôte et les contributions du Fonds des médias du Canada.

PLAN D'EMPRUNT

Le paragraphe 46.1 de la *Loi sur la radiodiffusion* accorde à CBC/Radio-Canada le pouvoir de contracter des emprunts ne dépassant pas 220,0 millions de dollars, ou des emprunts de tout montant supérieur autorisés par le Parlement, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances. Le paragraphe 54(3.1) de la *Loi* stipule que notre plan d'emprunt doit être inclus dans notre plan d'entreprise. Les emprunts visant à financer le fonds de roulement sont interdits.

En vertu du paragraphe 47(1) de la *Loi sur la radiodiffusion*, la Société a la qualité de mandataire de Sa Majesté et, de ce fait, jouit des mêmes immunités, privilèges et prérogatives constitutionnels que Sa Majesté (l'État). Sa Majesté, ou l'État, est aussi entièrement responsable de toutes nos actions et décisions lorsque nous exécutons notre mandat, et elle en assume tous les risques financiers. En d'autres mots, les actifs et les passifs de la Société sont les actifs et les passifs de l'État.

SITUATION FINANCIÈRE, FLUX DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS

Pour financer nos activités d'exploitation, y compris nos besoins en capitaux afin d'évoluer dans un environnement à forte composante technologique, nous dépendons des crédits parlementaires que nous recevons du gouvernement et des revenus que nous tirons de nos activités commerciales. Nos principales sources de liquidités sont les crédits parlementaires qui nous sont versés pour financer nos activités d'exploitation, nos immobilisations et notre fonds de roulement, ainsi que nos revenus autogénérés de provenances diverses, dont la vente de publicité sur l'ensemble de nos plateformes.

Notre solde de trésorerie s'élevait à 96,0 millions de dollars au 30 juin 2017, comparativement à 131,1 millions de dollars au 31 mars 2017. Les flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2017 sont résumés ci-dessous.

POSITION DE TRÉSORERIE

	Pour les trois mois terminés le 30 juin		
	2017	2016	Écart en %
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>			
Trésorerie – Début de l'exercice	131 062	156 465	(16,2)
Variations de la période			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(5 033)	(57 023)	91,2
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(25 434)	(25 434)	-
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(4 639)	9 940	N. S.
Écart net	(35 106)	(72 517)	51,6
Trésorerie – Fin de la période	95 956	83 948	14,3

N. S.: Non significatif

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les entrées de trésorerie provenant des prélèvements sur le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation et pour le fonds de roulement.

Les activités d'exploitation ont donné lieu cette année à des sorties de trésorerie de 5,0 millions de dollars pendant l'exercice, en baisse de 52,0 millions de dollars (91,2 %) par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Ces flux de trésorerie sont tributaires chaque exercice des variations du fonds de roulement. Ce trimestre, nous avons prélevé une plus grosse somme sur nos crédits parlementaires que durant la même période l'année dernière, ce qui a donné lieu à des entrées supplémentaires pour nos activités d'exploitation. Ces entrées supplémentaires ont excédé les sorties de trésorerie – plus élevées ce trimestre –, avec pour résultat des sorties nettes de trésorerie moindres liées aux activités d'exploitation.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont donné lieu à des sorties de trésorerie stables de 25,4 millions de dollars. Ce trimestre, les sorties de trésorerie liées à des activités de financement présentées ci-dessus ont surtout trait :

- au paiement d'intérêts de 11,3 millions de dollars;
- au remboursement des obligations émises par la Fiducie du Centre canadien de radiodiffusion de 7,6 millions de dollars;
- au paiement d'effets à payer de 3,5 millions de dollars;
- au paiement d'obligation au titre de contrats de location-financement de 3,0 millions de dollars.

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement comprennent les flux de trésorerie provenant des prélèvements sur le crédit parlementaire pour le financement des immobilisations.

Les activités d'investissement ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 4,6 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à des entrées de 9,9 millions de dollars au premier trimestre de 2016-2017. Ce trimestre, les sorties de trésorerie ont servi principalement à faire l'acquisition de titres négociables dont la valeur dépasse le produit de la vente de notre participation dans SiriusXM. Au premier trimestre de l'exercice précédent, les entrées de 9,9 millions de dollars découlant d'activités d'investissement étaient principalement attribuables à une hausse des prélèvements pour l'achat d'immobilisations au trimestre considéré.

LE POINT SUR LES RISQUES

En tant que diffuseur public national du Canada, CBC/Radio-Canada occupe une place importante au sein du système canadien de radiodiffusion et fait face à des risques uniques sur le plan de la planification et de l'exploitation. Comme tous les diffuseurs, la Société doit s'adapter aux changements technologiques, à l'évolution démographique, aux exigences changeantes des consommateurs, ainsi qu'aux changements structurels qui surviennent dans l'industrie. Ayant en vertu de la loi le mandat de servir tous les Canadiens, CBC/Radio-Canada doit également composer avec des attentes du public et des défis financiers uniques.

CBC/Radio-Canada a pour politique de concevoir, de mettre en œuvre et d'appliquer un cadre de gestion des risques afin de s'assurer que les risques et les possibilités qui touchent les stratégies, les objectifs et les activités de la Société sont déterminés, évalués et gérés de façon appropriée.

Notre profil de risque n'a subi aucun changement important depuis la fin de l'exercice précédent. Pour un examen plus approfondi des risques, des conséquences possibles et des mesures d'atténuation, veuillez vous reporter au Rapport annuel de 2016-2017.



Une tête d'affiche de *Cheval-Serpent*, Élise Guilbault

PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Nos états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre ont été préparés conformément aux normes IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par le Conseil des normes comptables (CNC), en application de la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Ils ont été approuvés par le Conseil d'administration de la Société le 24 août 2017. Ces états financiers intermédiaires ont été préparés selon la base de présentation et les méthodes comptables indiquées à la note 2 des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2017. Nos états financiers intermédiaires pour le trimestre terminé le 30 juin 2017 n'incluent pas toutes les notes qui sont requises dans les états financiers annuels consolidés.

Le compte rendu de notre situation financière et de notre résultat d'exploitation repose sur nos états financiers intermédiaires.

NORMES COMPTABLES FUTURES

Reportez-vous à la note 3 des états financiers intermédiaires pour obtenir des informations relatives aux prises de position comptables qui entreront en vigueur dans des périodes ultérieures, et à celles qui étaient en vigueur en 2017-2018.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS IMPORTANTS

La préparation de ces états financiers intermédiaires exige de la direction qu'elle effectue des estimations et pose des jugements sur l'avenir. Ces estimations et jugements sont fondés entre autres sur l'expérience passée, et sont continuellement réévalués.

Aucun changement significatif n'a été apporté à nos principales estimations comptables dans les trois premiers mois de l'exercice 2017-2018. Les principales estimations comptables et les jugements importants sont présentés dans les différentes notes de nos états financiers consolidés annuels.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Consultez la note 8 des états financiers consolidés intermédiaires pour obtenir de plus amples renseignements sur la vente du reste de notre participation dans SiriusXM en mai 2017.

TRANSACTIONS AVEC DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES

Comme il est indiqué à la note 10, nous avons versé des cotisations à titre d'employeur à nos régimes à prestations définies, auxquels nous avons également fourni des services de gestion et d'administration.

DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels consolidés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés.



Hubert T. Lacroix,
Président-directeur général



Judith Purves,
Vice-présidente principale et chef de la direction
financière

Ottawa, Canada
Le 24 août 2017



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Rapport financier du
premier trimestre
2017-2018

TABLE DES MATIÈRES – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES (NON AUDITÉS)

	Pages
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	26
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT	27
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT GLOBAL.....	27
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	28
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE	29
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES POUR LE PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2017	30
1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	30
2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES.....	30
3. CHANGEMENTS NOUVEAUX ET FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES.....	31
4. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	32
5. PROGRAMMATION	33
6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	34
7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	35
8. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE.....	35
9. PROVISIONS	36
10. PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL	37
11. REVENUS.....	39
12. FINANCEMENT PUBLIC.....	39
13. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT	40
14. INSTRUMENTS FINANCIERS.....	41
15. PARTIES LIÉES	42
16. ENGAGEMENTS	43
17. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS	43

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)

	NOTE	30 juin 2017	31 mars 2017
ACTIF			
Courant			
Trésorerie		95 956	131 062
Titres négociables		99 544	23 231
Créances clients et autres créances	4, 14	124 680	125 499
Programmation	5	335 440	268 327
Stock de marchandisage		5	7
Charges payées d'avance		42 131	42 606
Billets à recevoir		3 294	3 238
Investissement dans un contrat de location-financement		3 226	3 171
Instruments financiers dérivés	14	-	200
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	6	126	126
		704 402	597 467
Non courant			
Immobilisations corporelles	6	850 945	865 907
Immobilisations incorporelles	7	31 266	30 017
Actifs sous contrats de location-financement		11 128	13 026
Actif au titre du régime de retraite	10	-	261 721
Programmation	5	38 569	58 107
Billets à recevoir		36 920	37 661
Investissement dans un contrat de location-financement		40 421	41 248
Charges différées		19 995	20 461
Participation dans une entreprise associée	8	-	3 117
		1 029 244	1 331 265
TOTAL DE L'ACTIF		1 733 646	1 928 732
PASSIF			
Courant			
Créditeurs et charges à payer		72 074	87 947
Provisions	9	33 842	30 580
Passif au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	10	151 143	123 397
Passif de programmation		15 151	15 151
Dette obligataire		18 950	22 921
Obligations au titre de contrats de location-financement		7 417	10 293
Effets à payer		7 759	8 726
Revenus différés		21 849	23 185
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	12	54 117	-
Instruments financiers dérivés	14	340	-
		382 642	322 200
Non courant			
Revenus différés		14 670	19 889
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	10	412 081	264 149
Passif de programmation		14 371	18 820
Dette obligataire		213 176	221 361
Obligations au titre de contrats de location-financement		6 162	6 300
Effets à payer		83 054	86 728
Financement des immobilisations différé	12	547 350	545 234
TOTAL DU PASSIF		1 290 864	1 162 481
CAPITAUX PROPRES			
Résultats non distribués		59 549	443 472
Total des capitaux propres attribuables à la Société		59 549	443 472
Participations ne donnant pas le contrôle		591	579
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		60 140	444 051
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		1 733 646	1 928 732

Engagements (NOTE 16)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
		2017	2016
REVENUS			
	11		
Publicité		55 904	53 950
Revenus d'abonnement		32 113	33 112
Autres revenus		22 789	25 019
Revenus financiers et produits de placements		2 402	2 525
		113 208	114 606
FINANCEMENT PUBLIC	12		
Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation		214 883	199 000
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement		1 000	1 000
Amortissement du financement des immobilisations différé		22 884	23 126
		238 767	223 126
DÉPENSES			
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques		370 221	328 595
Coûts de transmission, distribution et collecte		16 489	16 864
Administration nationale		2 418	2 560
Paiements aux stations privées		100	213
Charges financières		6 027	6 820
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	8	-	(781)
		395 255	354 271
Résultat net avant éléments hors exploitation		(43 280)	(16 539)
ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION			
Gain sur la vente d'actions	8	54 462	-
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	6, 7	(804)	(1 402)
		53 658	(1 402)
Résultat net de la période		10 378	(17 941)
Résultat net attribuable :			
À la Société		10 366	(17 940)
Aux participations ne donnant pas le contrôle		12	(1)
		10 378	(17 941)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
		2017	2016
RÉSULTAT GLOBAL			
Résultat net de la période		10 378	(17 941)
Autres éléments du résultat global - non reclassés ultérieurement dans le résultat net			
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	(394 289)	(53 470)
Total du résultat global de la période		(383 911)	(71 411)
Total du résultat global attribuable :			
À la Société		(383 923)	(71 410)
Aux participations ne donnant pas le contrôle		12	(1)
		(383 911)	(71 411)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉ)

	NOTE	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2017		443 472	579	444 051
Variations de la période				
Résultat net de l'exercice		10 366	12	10 378
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	(394 289)	-	(394 289)
Total du résultat global pour la période		(383 923)	12	(383 911)
Solde au 30 juin 2017		59 549	591	60 140

	NOTE	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2016		344 628	495	345 123
Variations de la période				
Résultat net de l'exercice		(17 940)	(1)	(17 941)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	(53 470)	-	(53 470)
Total du résultat global pour la période		(71 410)	(1)	(71 411)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	1	1
Solde au 30 juin 2016		273 218	495	273 713

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
		2017	2016
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES (AFFECTÉS AUX)			
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de la période		10 378	(17 941)
Ajustements :			
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	6, 7	804	1 402
Gain sur la vente d'actions	8	(54 462)	-
Revenus financiers et produits de placements	11	(2 402)	(2 525)
Charges financières		6 027	6 820
Variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	14	344	19
Amortissement des immobilisations corporelles	6	25 232	25 267
Amortissement des immobilisations incorporelles	7	1 533	1 591
Amortissement d'actifs sous contrat de location-financement		1 898	1 876
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	8	-	(781)
Variation des charges différées		466	(1 023)
Variation de l'actif de programmation [non courant]	5	19 941	5 742
Variation du passif de programmation [non courant]	5	(4 669)	(4 547)
Amortissement du financement des immobilisations différé	12	(22 884)	(23 126)
Variation du crédit parlementaire d'exploitation reporté		54 117	-
Variation des revenus différés [non courant]		(5 403)	(6 336)
Variation de l'actif du régime de retraite	10	261 721	61 399
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [courant]	10	9 177	8 498
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [non courant]	10	(246 357)	(47 257)
Accroissement des billets à recevoir		(6)	(5)
Variations du fonds de roulement	13	(60 488)	(66 096)
		(5 033)	(57 023)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Remboursement des obligations au titre de contrats de location-financement		(3 014)	(2 799)
Remboursement de la dette obligataire		(7 602)	(7 060)
Remboursement d'effets à payer		(3 526)	(3 367)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	1
Intérêts payés		(11 292)	(12 209)
		(25 434)	(25 434)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Crédit parlementaire pour le financement des immobilisations	12	25 000	20 000
Acquisition d'immobilisations corporelles	6	(10 583)	(11 994)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	7	(4 076)	(2 916)
Acquisition de titres négociables		(76 171)	-
Produit net de la vente d'immobilisations corporelles	6	242	96
Produit net de la vente d'actions	8	57 580	-
Recouvrement des billets à recevoir		685	639
Recouvrement de créances au titre de contrats de location-financement		731	677
Dividendes reçus	8	-	1 371
Intérêts reçus		1 953	2 067
		(4 639)	9 940
Variation de la trésorerie		(35 106)	(72 517)
Trésorerie, début de la période		131 062	156 465
Trésorerie, fin de la période		95 956	83 948

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES POUR LE PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2017 (NON AUDITÉS)

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

CBC/Radio-Canada (la Société) a été constituée en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* de 1936. Société d'État fédérale domiciliée au Canada, la Société est un mandataire de Sa Majesté, et tous ses actifs et passifs sont ceux de l'État. Son siège social est situé au 181, rue Queen, Ottawa (Ontario) K1P 1K9. La Société rend compte de ses activités au Parlement par l'entremise du ministre du Patrimoine canadien. Conformément au paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, elle n'est pas visée par certains articles des sections I à IV de la partie X de cette Loi.

À titre de radiodiffuseur public national, la Société offre, dans les deux langues officielles, des services de radio, des services de télévision et des services numériques présentant une programmation principalement et typiquement canadienne, afin de refléter la globalité canadienne et de rendre compte de la diversité régionale du pays, à l'intention des auditoires nationaux et régionaux.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

A. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

La Société a préparé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* qui exige de la plupart des sociétés d'État mères qu'elles établissent et rendent public un rapport financier trimestriel conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires répondent également aux exigences de la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par le Conseil des normes comptables (CNC).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas été audités ou révisés par l'auditeur externe de la Société. Ils ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 24 août 2017.

B. BASE DE PRÉPARATION

Base de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont des états résumés, comme le permet IAS 34. À ce titre, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises dans un jeu complet d'états financiers. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont destinés à actualiser les informations fournies dans le plus récent jeu complet d'états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2017. En conséquence, ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice terminé à cette date.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis selon une comptabilité au coût historique, sauf autorisation contraire des IFRS et tel qu'indiqué aux notes.

Les méthodes comptables appliquées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont conformes à celles qui ont été indiquées dans les états financiers consolidés annuels audités de la Société, à l'exception des nouvelles normes, modifications et interprétations mises en œuvre à compter du nouvel exercice de la Société le 1^{er} avril 2017. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées uniformément pour toutes les périodes considérées.

Saisonnalité

Exclusion faite des crédits parlementaires, environ 50 % des revenus autogénérés de la Société proviennent de revenus publicitaires ayant tendance à suivre un cycle saisonnier, ceux du deuxième trimestre étant habituellement les moins élevés en raison de la baisse des cotes d'écoute durant la saison estivale. Les revenus publicitaires tendent également à varier en fonction des conditions du marché et de l'économie en général ainsi qu'en fonction de la grille de programmation. Par opposition, les revenus d'abonnement sont plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses d'exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier lié aux variations de la grille de programmation.

Sources principales d'incertitude relative aux estimations et jugements importants

Pour préparer les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, la direction doit faire des estimations, formuler des hypothèses et porter des jugements qui ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la date de ces états, ainsi que sur la valeur des revenus et des charges présentés dans la période. Elle doit également fournir toutes les informations s'y rapportant.

La direction revoit régulièrement les estimations et tout changement est comptabilisé de façon prospective et inclus dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la période du changement, si le changement ne concerne que cette période, ou de la période du changement et des périodes ultérieures, si celles-ci sont également concernées par le changement. Les chiffres réels pourraient différer de façon importante de ces estimations. De même, les jugements importants sont revus à chaque période de présentation de l'information financière.

Les principales estimations ou les jugements importants de la Société n'ont fait l'objet d'aucun changement depuis la publication des derniers états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2017.

3. CHANGEMENTS NOUVEAUX ET FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES

A. ADOPTION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES

La Société a adopté la nouvelle prise de position suivante publiée par l'IASB ou par l'IFRS Interpretations Committee, et l'a appliquée le 1^{er} avril 2017.

NORME	DESCRIPTION	INCIDENCE	ENTRÉE EN VIGUEUR
Modifications à IAS 7 <i>Tableau des flux de trésorerie</i>	Modifications publiées portant sur l'obligation de rapprocher les soldes d'ouverture et de clôture de chaque poste pour lequel des flux de trésorerie ont été ou seraient classés comme des flux de trésorerie liés aux activités de financement, à l'exclusion des postes de capitaux propres.	La Société n'est pas tenue de fournir d'informations supplémentaires dans ses états financiers consolidés résumés intermédiaires, mais elle en fournira dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2018.	1 ^{er} avril 2017, application prospective

B. CHANGEMENTS FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES

L'IASB a publié les nouvelles normes suivantes pour remplacer des normes publiées mais non encore entrées en vigueur (et donc non appliquées au 30 juin 2017), susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société. À la date des présents états financiers, la Société ne prévoit pas appliquer par anticipation les normes suivantes :

NORME	DESCRIPTION	INCIDENCE	ENTRÉE EN VIGUEUR
IFRS 9 <i>Instruments financiers</i>	Norme remplaçant IAS 39, <i>Instruments financiers : comptabilisation et évaluation</i> , et toutes les versions antérieures d'IFRS 9. IFRS 9 comprend des directives révisées sur le classement et l'évaluation des instruments financiers – dont un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers fondé sur les pertes de crédit attendues – et de nouvelles directives sur la comptabilité de couverture. La norme reprend aussi les directives relatives à la comptabilisation et à la décomptabilisation des instruments financiers qui figuraient dans IAS 39.	L'adoption d'IFRS 9 ne devrait pas entraîner de changement important dans le classement et l'évaluation des instruments financiers de la Société. Cette dernière évalue l'incidence du nouveau modèle de dépréciation sur ses processus et ses états financiers, particulièrement en ce qui concerne la dépréciation des créances clients.	1 ^{er} avril 2018, application rétrospective incluant certaines mesures de simplification
IFRS 15 <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i>	Norme remplaçant IAS 18, <i>Produits des activités ordinaires</i> , et IAS 11, <i>Contrats de construction</i> , et les interprétations afférentes dès son entrée en vigueur. IFRS 15 présente un modèle unique de comptabilisation par les entités des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, exception faite des contrats qui entrent dans le champ d'application des normes sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. IFRS 15 renferme également des obligations d'information plus poussées.	La Société a terminé d'évaluer les principales incidences comptables pour chaque source importante de revenus, et elle a commencé à les quantifier.	1 ^{er} avril 2018, application rétrospective incluant certaines mesures de simplification
IFRS 16 <i>Contrats de location</i>	Norme remplaçant IAS 17, <i>Contrats de location</i> , et les interprétations afférentes. Élimination de la distinction entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple du point de vue du preneur, pour tous les contrats sauf ceux dont la durée est de douze mois ou moins ou ceux pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. Tous les contrats de location (autres que ceux de faible valeur en dollars et ceux à court terme) sont comptabilisés d'une façon similaire à la comptabilisation des contrats de location-financement sous IAS 17. Devrait entraîner une augmentation des actifs loués et des passifs financiers. Du point de vue du bailleur, le traitement comptable demeure essentiellement le même et la distinction entre contrats de location-financement et contrats de location simple reste inchangée.	La Société entreprend un examen de la norme pour déterminer son incidence potentielle.	1 ^{er} avril 2019, application rétrospective incluant certaines mesures de simplification

4. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	30 juin 2017	31 mars 2017
Créances clients	111 295	113 181
Provision pour créances douteuses	(1 359)	(1 240)
Autres	14 744	13 558
	124 680	125 499

Les créances clients ci-dessus comprennent des créances en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et pour lesquelles la Société n'a comptabilisé aucune provision pour créances douteuses parce qu'il n'y a pas eu de changement important dans la solvabilité du débiteur et qu'elle estime être encore en mesure de recouvrer les sommes dues.

Les créances clients sont exposées au risque de crédit (voir la note 14B).

5. PROGRAMMATION

A. PROGRAMMATION PAR CATÉGORIE

	30 juin 2017	31 mars 2017
Émissions achevées	90 114	98 287
Émissions en cours de production	135 513	71 797
Droits de diffusion des émissions disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	<u>109 813</u>	<u>98 243</u>
	335 440	268 327
Droits de diffusion des émissions non disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	<u>38 569</u>	<u>58 107</u>
	374 009	326 434

B. VARIATION DE LA PROGRAMMATION

	30 juin 2017	31 mars 2017
Solde d'ouverture	326 434	345 456
Acquisitions	307 838	1 039 050
Émissions diffusées	<u>(260 263)</u>	<u>(1 058 072)</u>
Solde à la fin de la période	374 009	326 434

Les sorties au titre de la programmation incluses sous la ligne « Émissions diffusées » du tableau ci-dessus représentent, pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017, 0,4 million de dollars (0,2 million de dollars en 2016). Elles sont essentiellement le fait de projets abandonnés, d'émissions qui ne se prêtent pas à la télédiffusion, ou encore d'émissions pilotes qui ne donnent pas lieu à une série.

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

A. COÛT ET AMORTISSEMENT CUMULÉ

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2017	174 118	557 601	65 468	1 051 515	153 758	50 395	2 052 855
Acquisitions	-	-	-	1 421	425	8 332	10 178
Transferts (Référer à la note 7)	-	2 066	701	4 997	2 395	(9 021)	1 138
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	-	-	11	-	-	11
Sorties et amortissements complets	(24)	(2 925)	(433)	(7 263)	(1 653)	-	(12 298)
Coût au 30 juin 2017	174 094	556 742	65 736	1 050 681	154 925	49 706	2 051 884
Amortissement cumulé au 31 mars 2017	-	(260 831)	(35 503)	(780 043)	(110 571)	-	(1 186 948)
Amortissement pour la période	-	(7 413)	(930)	(13 737)	(3 152)	-	(25 232)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	-	-	(11)	-	-	(11)
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	2 181	433	6 986	1 652	-	11 252
Amortissement cumulé au 30 juin 2017	-	(266 063)	(36 000)	(786 805)	(112 071)	-	(1 200 939)
Valeur comptable nette au 30 juin 2017	174 094	290 679	29 736	263 876	42 854	49 706	850 945

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2016	174 306	555 422	63 878	1 075 623	147 203	39 970	2 056 402
Acquisitions	-	94	-	14 940	4 893	62 319	82 246
Transferts (Référer à la note 7)	-	8 628	2 626	33 777	10 974	(51 821)	4 184
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(7)	(204)	-	21	-	-	(190)
Sorties et amortissements complets	(181)	(6 339)	(1 036)	(72 846)	(9 312)	(73)	(89 787)
Coût au 31 mars 2017	174 118	557 601	65 468	1 051 515	153 758	50 395	2 052 855
Amortissement cumulé au 31 mars 2016	-	(234 131)	(32 799)	(796 491)	(107 912)	-	(1 171 333)
Amortissement pour l'exercice	-	(31 050)	(3 740)	(54 604)	(11 865)	-	(101 259)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	204	-	(21)	-	-	183
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	4 146	1 036	71 073	9 206	-	85 461
Amortissement cumulé au 31 mars 2017	-	(260 831)	(35 503)	(780 043)	(110 571)	-	(1 186 948)
Valeur comptable nette au 31 mars 2017	174 118	296 770	29 965	271 472	43 187	50 395	865 907

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'établissent à 16,4 millions de dollars au 30 juin 2017 (12,1 millions de dollars au 31 mars 2017).

B. DÉPRÉCIATION ET AUTRES CHARGES

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée dans l'État consolidé résumé du résultat pour le premier trimestre de 2017-2018 (0,8 million de dollars en 2016), et aucune perte de valeur n'a été reprise pendant la période de trois mois terminée le 30 juin 2017 (zéro en 2016).

C. ACTIFS CLASSÉS COMME DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

En conformité avec le plan financier de la Société qui prévoit notamment la réduction de son empreinte immobilière, plusieurs actifs immobiliers étaient classés, à des fins comptables au 30 juin 2017, comme détenus en vue de la vente, pour une valeur comptable totale de 0,1 million de dollars (0,1 million de dollars au 31 mars 2017). Ces actifs devraient être vendus individuellement au cours des douze prochains mois.

La direction n'a pas classé la Maison de Radio-Canada comme un actif détenu en vue de la vente dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, puisqu'au 30 juin 2017, l'opération cadastrale relative à la vente de la MRC n'était pas terminée. Plus de renseignements sont donnés à la note 17.

D. SORTIES

Aucune immobilisation corporelle n'a fait l'objet d'une sortie importante au premier trimestre de 2017-2018.

D'autres pertes et gains nets pendant la période de trois mois terminée le 30 juin 2017 sont attribuables à la sortie ou au remplacement d'équipements dans le cycle normal de renouvellement des actifs de la Société.

7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Logiciels développés à l'interne	Logiciels d'immobilisations acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2017	141 452	37 550	14 116	193 118
Acquisitions	-	104	3 816	3 920
Transferts (Référer à la note 6)	234	911	(2 283)	(1 138)
Coût au 30 juin 2017	141 686	38 565	15 649	195 900
Amortissement cumulé au 31 mars 2017	(138 904)	(24 197)	-	(163 101)
Amortissement pour la période	(301)	(1 232)	-	(1 533)
Amortissement cumulé au 30 juin 2017	(139 205)	(25 429)	-	(164 634)
Valeur comptable nette au 30 juin 2017	2 481	13 136	15 649	31 266

	Logiciels développés à l'interne	Logiciels d'immobilisations acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2016	140 760	32 191	12 903	185 854
Acquisitions	-	641	11 065	11 706
Transferts (Référer à la note 6)	889	4 779	(9 852)	(4 184)
Sorties et amortissements complets	(197)	(61)	-	(258)
Coût au 31 mars 2017	141 452	37 550	14 116	193 118
Amortissement cumulé au 31 mars 2016	(137 827)	(19 270)	-	(157 097)
Amortissement pour l'exercice	(1 274)	(4 986)	-	(6 260)
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	197	59	-	256
Amortissement cumulé au 31 mars 2017	(138 904)	(24 197)	-	(163 101)
Valeur comptable nette au 31 mars 2017	2 548	13 353	14 116	30 017

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition d'immobilisations incorporelles s'établissent à 4,4 millions de dollars au 30 juin 2017 (5,0 millions de dollars au 31 mars 2017).

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée ou reprise pendant la période de trois mois terminée le 30 juin 2017 (zéro en 2016).

8. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Sirius XM Canada Holdings (SiriusXM), une entreprise de radio par satellite située et domiciliée au Canada, offre à la population canadienne des contenus diversifiés par abonnement, dont six chaînes qui diffusent la programmation de la Société.

La date de clôture de l'exercice de SiriusXM est le 31 août et ne coïncide pas avec celle de la Société. La norme IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, prescrit que l'écart entre la date de clôture d'une entreprise associée et celle de l'investisseur ne doit pas être supérieur à trois mois. Conformément à cette exigence, la Société a inclus les résultats intermédiaires de SiriusXM qui lui reviennent dans ses résultats pour la période allant jusqu'au 28 février, 2017, en phase avec les dernières informations fournies par SiriusXM qui peuvent être rendues publiques. IAS 28 prescrit également un ajustement au résultat pour toute transaction importante qui survient pendant la période en question.

Le tableau suivant résume l'information financière sur la participation de la Société dans l'entité émettrice (SiriusXM) comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence au 30 juin :

	Participation ⁽¹⁾		Droit de vote		Juste valeur ⁽²⁾		Valeur comptable		Dividendes reçus ⁽³⁾	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2017	30 juin 2016
SiriusXM	aucune	10,15 %	aucun	9,63 %	aucune	71,9 M\$	aucune	3,117	aucuns	1,4 M\$

⁽¹⁾Au 30 juin 2017, la société ne détenait aucune action dans SiriusXM en raison de la vente de sa participation dans SiriusXM en mai 2017 (13 056 787 actions à droit de vote subalterne de catégorie A).

⁽²⁾La valeur cotée (juste valeur) était basée sur des prix cotés non rajustés sur les marchés actifs (niveau 1).

⁽³⁾SiriusXM avait une politique de verser des dividendes sur une base trimestrielle et, selon le bon vouloir de l'entreprise, d'émettre des dividendes spéciaux. Pour les trois mois terminés le 30 juin 2017, aucun dividende spécial n'a été reçu (aucun en 2016). De plus, aucun dividende régulier n'a été payé au cours du premier trimestre en raison de la vente de notre participation dans SiriusXM en mai 2017.

Les informations financières résumées ci-dessus sont rapprochées avec les valeurs comptables de SiriusXM figurant dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière, comme suit :

	June 30, 2017	March 31, 2017
Solde d'ouverture	3 117	2 496
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	-	3 363
Dividendes reçus ¹	-	(2 742)
Valeur comptable de l'investissement vendu	(3 117)	-
Solde à la fin de la période	-	3 117

¹Aucun dividende reçu au cours des trois mois terminés le 30 juin 2017 (1,4 million de dollars en 2016).

Le 13 mai 2016, la Société a annoncé son intention de vendre sa participation dans SiriusXM, ayant voté pour la transaction de recapitalisation et de privatisation dans laquelle cette dernière s'était engagée. En avril 2017, le CRTC a donné le feu vert à la transaction, qui a été finalisée le 25 mai 2017. À cette date, la Société a vendu à un tiers la totalité de sa participation dans SiriusXM au prix de 4,50 \$ l'action, pour un produit net de 57,6 millions de dollars. En conséquence, la Société a comptabilisé un gain à l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat, comme suit :

Produit net de la vente des actions	57 579
Moins: valeur comptable de l'investissement vendu	(3 117)
Gain comptabilisé	54 462

Le produit de la vente a été placé dans des titres négociables.

9. PROVISIONS

	Réclamations et poursuites	Environnemental	Coûts de restructuration		Total
			Indemnités de cessation d'emploi		
Solde d'ouverture	30 190	390	-	-	30 580
Provisions supplémentaires comptabilisées	4 030	-	6	-	4 036
Provisions utilisées	(46)	-	-	-	(46)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(728)	-	-	-	(728)
Solde à la fin de la période	33 446	390	6	-	33 842

Diverses réclamations ont été formulées ou des poursuites ont été intentées contre la Société. Dans certains cas, leurs auteurs demandent des dédommagements pécuniaires élevés ou d'autres redressements qui pourraient entraîner des dépenses importantes. Les enjeux portent principalement sur des tarifs de droits d'auteur, des griefs et d'autres litiges.

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les réclamations dont l'issue est incertaine, qui pourraient donner lieu à des sorties de ressources ou qui ne sont pas mesurables, sont réputées être des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés de la Société. Les réclamations pour lesquelles il est peu probable que des sorties de trésorerie seront effectuées sont également réputées être des éventualités.

Au 30 juin 2017, la Société avait constitué des provisions d'une valeur de 33,4 millions de dollars (30,2 millions de dollars au 31 mars 2017) au chapitre des litiges. Lorsqu'elles peuvent être estimées, toutes les affaires sont classées comme courantes, puisque la Société s'efforce de résoudre ces cas dans les douze prochains mois.

10. PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

A. ACTIF/PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

Les actifs et les passifs liés au personnel comptabilisés et présentés à l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière sont les suivants :

	Courant		Non courant	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2017	31 mars 2017
Actif au titre du régime de retraite	-	-	-	261 721
Passif au titre du régime de retraite	-	-	252 714	108 095
Avantages futurs du personnel	-	-	134 566	132 772
Indemnités de vacances	62 493	57 963	-	-
Réduction des effectifs	7 737	9 699	-	-
Passifs liés aux salaires	80 913	55 735	24 801	23 282
Total des régimes de retraite et autres avantages du personnel	151 143	123 397	412 081	264 149

	30 juin 2017			31 mars 2017		
	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime	6 881 253	-	-	6 733 325	-	-
Obligation au titre des prestations définies	7 017 165	116 802	134 566	6 471 604	108 095	132 772
Actif (passif) net lié à l'obligation au titre des prestations définies	(135 912)	(116 802)	(134 566)	261 721	(108 095)	(132 772)

B. HYPOTHÈSES ACTUARIELLES IMPORTANTES

Comme il est indiqué à la note 15, Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel, des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2017, la direction revoit ses hypothèses actuarielles à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour assurer que le (passif) l'actif net au titre des prestations définies comptabilisé dans les états financiers reflète les changements importants dans les hypothèses actuarielles et les changements importants découlant d'événements ponctuels. L'effet des changements importants dans les hypothèses actuarielles sur le (passif) l'actif net au titre des prestations définies est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en tant que réévaluation pour la période.

Hypothèses - taux annuels	30 juin 2017	31 mars 2017
Hypothèses utilisées pour établir le coût des prestations de retraite :		
Taux d'actualisation	3,75 %	3,75 %
Hypothèses utilisées pour établir l'obligation au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel :		
Taux d'actualisation - régime de retraite	3,25 %	3,75 %
Taux d'actualisation - indemnité de cessation d'emploi	2,75 %	3,00 %
Taux d'actualisation - prestations d'invalidité de longue durée	2,75 %	3,00 %
Taux d'actualisation - assurance vie	3,25 %	3,50 %

C. TOTAL DES PAIEMENTS

La Société a effectué les paiements suivants au titre des prestations de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme :

	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2017	2016
Prestations versées directement à des bénéficiaires	2 862	3 224
Cotisations habituelles de l'employeur aux régimes de retraite	12 537	12 754
Total des paiements pour les régimes à prestations définies	15 399	15 978

La capitalisation du Régime est basée sur les évaluations actuarielles qui sont faites une fois par an. Les employés doivent cotiser au Régime selon un pourcentage de leur salaire admissible. La Société complète la capitalisation, au besoin, selon les évaluations actuarielles.

D. VARIATIONS DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES

	30 juin 2017		31 mars 2017	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Obligation au titre des prestations définies, solde d'ouverture	6 579 699	132 772	6 413 660	136 833
Coût des services rendus	26 558	1 136	105 569	5 525
Coût financier	61 004	939	237 604	4 301
Cotisations des employés	12 642	-	46 447	-
Réévaluations :				
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses démographiques	-	-	104 472	(387)
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	525 955	2 581	(24 200)	37
Écarts actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	288	-	(10 363)	394
Prestations versées	(72 179)	(2 862)	(293 490)	(13 931)
Obligation au titre des prestations définies, fin de la période	7 133 967	134 566	6 579 699	132 772

E. VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME

	30 juin 2017		31 mars 2017	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime, solde d'ouverture	6 733 325	-	6 456 327	-
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	(1 650)	-	(6 490)	-
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	62 182	-	238 195	-
Rendement des actifs du régime de retraite, à l'exclusion des revenus d'intérêts	134 396	-	238 842	-
Cotisations des employés	12 642	-	46 447	-
Cotisations de la Société	12 537	2 862	53 494	13 931
Prestations versées	(72 179)	(2 862)	(293 490)	(13 931)
Juste valeur des actifs du régime, fin de la période	6 881 253	-	6 733 325	-

F. COÛTS DU RÉGIME À PRESTATIONS DÉFINIES

Montants comptabilisés en résultat global

	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2017	2016
Coût des services rendus	27 694	27 537
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	1 650	1 623
Coût financier de l'obligation au titre des prestations définies	61 943	60 386
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	(62 182)	(59 549)
Autres	139	130
Charge comptabilisée en résultat net	29 244	30 127
Réévaluations comptabilisées en autres éléments du résultat global	394 289	53 470
Total	423 533	83 597

Les résultats non distribués comprennent des gains actuariels cumulatifs de 175,5 millions de dollars au 30 juin 2017 (gains de 569,8 millions de dollars au 31 mars 2017).

Charge comptabilisée en résultat net

	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2017	2016
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques	28 074	28 922
Coûts de transmission, distribution et collecte	877	904
Administration nationale	293	301
Total	29 244	30 127

11. REVENUS

	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2017	2016*
Publicité - télévision et radio ¹	48 345	47 302
Publicité - services numériques	7 559	6 648
Revenus d'abonnement	32 113	33 112
Location d'immeubles, de pylônes de transmission, d'installations et de services	10 100	9 716
Production ²	6 371	6 163
Ventes d'émissions et de droits de diffusion	4 990	6 709
Droits de retransmission	759	751
Commandites d'émission	328	410
Autres services	658	1 153
Total des revenus liés à la prestation des services	111 223	111 964
Total des revenus financiers et produits de placements	2 402	2 525
Gain sur taux de change	118	130
Perte nette provenant de l'évaluation à la juste valeur d'instruments financiers	(535)	(13)
Total des revenus	113 208	114 606

¹Publicité - télévision et radio comprend des revenus d'échange de services de 0,3 million de dollars (0,6 million de dollars en 2016).

²Production comprend des revenus d'échange de services de 5,9 millions de dollars (5,4 millions de dollars en 2016).

*Pour l'exercice terminé le 31 mars 2017, la Société a reclassé certaines sources de revenus dans le but de présenter une image plus fidèle du suivi et des rapports internes effectués par la direction à l'égard des activités en cause. Par conséquent, les états financiers antérieurs ont été retraités pour tenir compte de ce changement de présentation. La note 20 des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 présente plus d'information sur ces reclassements.

12. FINANCEMENT PUBLIC

A. FINANCEMENT PUBLIC REÇU

Les crédits parlementaires approuvés et les sommes reçues par la Société sont ventilés comme suit :

	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2017	2016
Financement des activités d'exploitation	269 000	199 000
Financement des immobilisations	25 000	20 000
Financement du fonds de roulement	1 000	1 000
	295 000	220 000

B. PRÉLÈVEMENT DIFFÉRÉ SUR LE CRÉDIT POUR LES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation est comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat. Il correspond à la différence nette entre les dépenses et les revenus autogénérés budgétés pour le trimestre.

Les budgets trimestriels sont dérivés du budget annuel approuvé par le Conseil d'administration au début de chaque exercice. Ils reflètent le financement public attendu de l'exercice ainsi que les impacts saisonniers des charges et des revenus autogénérés.

	30 juin 2017	31 mars 2017
Financement des activités opérationnelles reçu au cours de la période	269 000	1 002 307
Moins : Crédit parlementaire pour les activités opérationnelles comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat au cours de la période	(214 883)	(1 002 307)
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	54 117	-

C. FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS DIFFÉRÉ

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé à titre de financement des immobilisations différé dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière et le revenu est comptabilisé à l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la même façon et sur les mêmes périodes que les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles auxquelles il se rapporte.

	30 juin 2017	31 mars 2017
Solde d'ouverture	545 234	531 295
Financement public au titre des immobilisations	25 000	106 717
Amortissement du financement des immobilisations différé	(22 884)	(92 778)
Solde à la fin de la période	547 350	545 234

13. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT

	For the three months ended June 30	
	2017	2016
Variations du fonds de roulement sont composées de :		
Créances clients et autres créances	778	9 241
Actif de programmation (courant)	(67 113)	(64 829)
Stocks de marchandisage	2	214
Charges payées d'avance	475	3 273
Créditeurs et charges à payer	(15 312)	(29 932)
Provisions	3 262	670
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (courant)	18 756	12 791
Revenus différés (courant)	(1 336)	2 476
	(60 488)	(66 096)

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

A. JUSTE VALEUR

Le tableau ci-après présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs et passifs financiers de la Société :

	30 juin 2017		31 mars 2017		Méthode ¹	Note
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur		
Instruments financiers évalués à la juste valeur :						
Trésorerie	95 956	95 956	131 062	131 062	Niveau 2	(a)
Titres négociables						
Actifs obligataires	99 544	99 544	10 794	10 794	Niveau 2	(b)
Actions	-	-	12 437	12 437	Niveau 1	(c)
Instruments financiers dérivés	-	-	200	200	Niveau 2	(d)
Actifs financiers	195 500	195 500	154 493	154 493		
Instruments financiers dérivés	340	340	-	-	Niveau 2	(e)
Passifs financiers	340	340	-	-		
Instruments financiers évalués au coût amorti :						
Créances clients et autres créances	124 680	124 680	125 499	125 499	Niveau 2	(a)
Billets à recevoir (courant)	3 294	3 294	3 238	3 238	Niveau 2	(a)
Investissement dans un contrat de location-financement (courant)	3 226	3 226	3 171	3 171	Niveau 2	(a)
Billets à recevoir (non courant)	36 920	42 178	37 661	43 676	Niveau 2	(f)
Investissement dans un contrat de location-financement (non courant)	40 421	47 339	41 248	48 524	Niveau 2	(f)
Actifs financiers	208 541	220 717	210 817	224 108		
Créditeurs et charges à payer	72 074	72 074	87 947	87 947	Niveau 2	(a)
Dette obligataire (courant)	18 950	18 950	22 921	22 921	Niveau 2	(a)
Obligations au titre de contrats de location-financement (courant)	7 417	7 417	10 293	10 293	Niveau 2	(a)
Effets à payer (courant)	7 759	7 759	8 726	8 726	Niveau 2	(a)
Dette obligataire (non courant)	213 176	270 902	221 361	285 330	Niveau 2	(g)
Obligations au titre de contrats de location-financement (non courant)	6 162	6 162	6 300	6 300	Niveau 2	(g)
Effets à payer (non courant)	83 054	91 925	86 728	96 706	Niveau 2	(g)
Passifs financiers	408 592	475 189	444 276	518 223		

¹La méthode réfère aux niveaux hiérarchiques décrits à la note 2B des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2017. Chaque niveau est basé sur la transparence des intrants utilisés pour mesurer la juste valeur des actifs et des passifs.

Il n'y a pas eu de transferts entre les différents niveaux pendant la période de trois mois terminée le 30 juin 2017.

(a) Les justes valeurs avoisinent les valeurs comptables de ces instruments en raison de leurs échéances rapprochées.

(b) Les justes valeurs des obligations négociées sur des marchés qui ne sont pas considérés comme des marchés actifs sont établies en fonction de cours déterminés par le marché, des courtiers ou d'autres sources de valorisation et qui sont appuyés par des données d'entrée observables.

(c) La Société a désigné ses titres négociables comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les justes valeurs sont établies d'après les cours du marché pour chaque actif et la quantité détenue par la Société.

(d) La juste valeur est estimée grâce à un modèle d'évaluation des options dont les principales données d'entrée sont notamment le cours de clôture et la volatilité des actions détenues, les taux officiels des obligations du gouvernement et les rendements des actions observables directement.

(e) La juste valeur est établie d'après des flux de trésorerie actualisés utilisant des intrants sur les prix observables sur un marché à terme normalisé.

(f) La juste valeur des diverses sommes à recevoir a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement, dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité des contreparties.

(g) La juste valeur des divers passifs financiers de la Société a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité de la Société.

B. RISQUE DE CRÉDIT

I) ANCIENNETÉ DES CRÉANCES CLIENTS EN SOUFFRANCE, MAIS NON DÉPRÉCIEES

	30 juin 2017	31 mars 2017
31 à 60 jours	16 700	24 030
61 à 90 jours	19 284	14 256
Plus de 90 jours	18 429	15 240
Total	54 413	53 526

II) VARIATION DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

	30 juin 2017	31 mars 2017
Solde d'ouverture	(1 240)	(2 058)
Montants irrécouvrables sortis pendant la période	-	1 868
Reprises de pertes de valeur comptabilisées sur les créances	124	177
Augmentation nette de la provision pour tenir compte des nouvelles dépréciations	(243)	(1 227)
Solde à la fin de la période	(1 359)	(1 240)

15. PARTIES LIÉES

Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut des transactions avec des parties liées conformément aux conditions commerciales normales applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, ainsi qu'aux prix du marché. Elle les comptabilise à la juste valeur. Les transactions suivantes ont été effectuées avec des parties liées :

	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	Prestation de services	
	2017	2016
Entreprise associée	193	551
Autres entités liées ¹	28	28
	221	579

¹ Les transactions avec les autres entités liées correspondent essentiellement à la prestation de services administratifs au Régime de retraite de la Société.

En outre, les paiements en espèces pour les contributions de la Société aux régimes à prestations définies sont décrits à la note 10C.

A. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES AUTRES QUE DES ENTITÉS LIÉES À UNE AUTORITÉ PUBLIQUE

Les sommes à recevoir des parties liées s'établissaient comme suit à la fin de la période et sont incluses dans le poste « Créances clients et autres créances » dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière :

	Sommes dues par les parties liées	
	30 juin 2017	31 mars 2017
Entreprise associée	-	596

La Société ne devait aucune somme à des parties liées au 30 juin 2017 (aucune au 31 mars 2017). SiriusXM n'est plus une entreprise associée depuis le 25 mai 2017, lorsque la Société a vendu sa participation dans cette entreprise.

Les sommes à recevoir ne sont pas garanties et seront réglées en espèces. Aucune dépense n'a été comptabilisée dans la période considérée ou dans des périodes antérieures relativement à des créances irrécouvrables ou douteuses de parties liées.

B. AUTRES TRANSACTIONS AVEC UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

La Société n'a effectué aucune transaction significative avec son entreprise associée pendant la période considérée ou la période précédente autre que les dividendes reçus et la transaction de privatisation et de recapitalisation, comme il est indiqué à la note 8.

C. TRANSACTIONS AVEC DES ENTITÉS LIÉES À DES AUTORITÉS PUBLIQUES

CBC/Radio-Canada, une société d'État fédérale, exerce ses activités dans un environnement économique dominé par des entités sous le contrôle direct ou indirect du gouvernement fédéral par l'entremise de ses autorités, organismes, entités affiliées et autres organisations (désignées collectivement par « entités liées à des autorités publiques »). Elle fait des transactions avec d'autres entités liées à des autorités publiques, notamment aux fins de l'achat et de la vente de biens ainsi que de la prestation et de la réception de services.

La Société a choisi de se prévaloir d'une exemption des obligations d'information prévue par IAS 24, *Information relative aux parties liées*, qui limite les informations à fournir aux transactions entre parties liées conclues avec l'État et d'autres entités liées à des autorités publiques.

16. ENGAGEMENTS

La note 28, Engagements, des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 traite en détail des engagements de la Société. Les engagements relatifs à l'achat d'immobilisations corporelles pris pendant le trimestre considéré sont décrits à la note 6A, Immobilisations corporelles des présentes notes. Aucun autre changement significatif n'est survenu dans les engagements pendant le premier trimestre de 2017-2018.

17. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Pendant l'exercice 2016-2017, CBC/Radio-Canada a entrepris de vendre l'emplacement actuel de la Maison de Radio-Canada (MRC) et de construire une nouvelle MRC sur le même terrain. Il a donc fallu séparer la propriété en deux parcelles: une pour la vente et l'autre pour la construction de la nouvelle MRC. Le 22 novembre 2016, CBC/Radio-Canada a sélectionné Groupe Mach en tant qu'acheteur de l'immeuble et du terrain existants de la MRC et a également annoncé la sélection du groupe Broccolini pour ériger la nouvelle MRC sur une partie du même terrain. La vente était conditionnelle à certaines conditions, y compris l'approbation du gouvernement du Canada et la finalisation de l'opération cadastrale par la Ville de Montréal. Le gouvernement du Canada et le gouverneur en conseil ont approuvé les transactions en avril 2017, et l'opération cadastrale a été terminée le 14 juillet 2017. Les actifs n'étaient pas classés comme détenus en vue de la vente au 30 juin 2017, car le site n'était pas disponible à la vente dans l'état où il se trouvait à cette date. Par conséquent, aucune incidence financière n'est notée dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

La vente a été conclue le 27 juillet 2017 et a rapporté environ 42,2 millions de dollars en espèces. À la date ce de présent rapport, la direction n'a pas entièrement déterminé les incidences comptables de cette vente.

Le bail conclu avec Broccolini pour l'occupation de la nouvelle MRC est d'une durée initiale de 30 ans et prévoit un engagement de 281,4 millions de dollars. Il entrera en vigueur en janvier 2020, à la livraison de l'immeuble.